



TOGO 2017-2018

Présidence en exercice de la CEDEAO /
Presidency in office of the ECOWAS



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine de la République Togolaise
Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration of the Togolese Republic

 **TOGO**

2017-2018

Présidence en exercice
de la CEDEAO



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

TOGO 2017-2018

Presidency in office
of the ECOWAS

Remerciements

La politique étrangère de la République Togolaise de ces dernières années a un artisan : Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE. Il a su re-donner à la diplomatie togolaise un « élan vital », pour reprendre l'expression d'Henri Bergson, et a fait de sa présidence en exercice de la CEDEAO un mandat de service à la société ouest-africaine. Grâce à sa sagesse pratique notre pays participe à l'écriture de l'histoire africaine et à celle du monde. Son leadership fait la fierté du Togo. Que le Président de la République trouve ici toute notre reconnaissance-gratitude. Ahmadou Kourouma disait bien dans son livre « *Allah n'est pas obligé* » (2000, p. 17) qu'« il faut toujours remercier l'arbre à karité sous lequel on a ramassé de bons fruits pendant la bonne saison ». Nos remerciements vont également à tout le personnel du Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine dont l'esprit de sacrifice, le sens de la responsabilité et le travail quotidien contribuent au rayonnement de l'action diplomatique du Togo.

Acknowledgments

In recent years one man has been the architect who has played the leading role in the foreign policy of the Togolese Republic: His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE. He has succeeded in giving Togolese diplomacy a «vital impulse», to borrow Henri Bergson's expression, and made his presidency of the ECOWAS a mandate devoted to service to the West African society. Thanks to his practical wisdom, our country participates in the writing of the history of Africa and that of the world. His leadership is the pride of Togo. We wish to convey to the President of the Republic all our appreciation and gratitude. As Ahmadou Kourouma said it so well in his book "*Allah is not obliged*" (2000, p.17): "You must always thank the shea-tree under which you have picked a lot of good fruits in the good season". Our gratitude also goes to all the staff of the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, whose sense of sacrifice, responsibility and daily work contribute to the influence of Togo's diplomatic action.

Prof. Robert DUSSEY

Togo 2017-2018 Présidence en exercice de la CEDEAO - Livre souvenir édité par le Ministère des Affaires étrangères, de la coopération et de l'Intégration africaine de la République Togolaise, BP 900, Lomé - Togo - Tél. : +228 222 13601 - maeirtgce@yahoo.fr. - © **Publication** : Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine - **Dépôt légal** : 1^{er} trimestre 2019 - **Crédit photos** : © Emmanuel PITA - **Mise en page P.A.O. et réalisation graphique** : Vlady France Conseil - VFC Group, Imprimé dans l'Union européenne.



Sommaire

Préface	4
Introduction	9
I. Engagement pour la poursuite du processus de réformes institutionnelles de la CEDEAO	14
A. Le processus d'attribution des postes statutaires	14
B. Le processus de réforme budgétaire	22
II. La quête de la paix et de la stabilité de la sous-région	26
A. La situation sécuritaire dans la sous-région	26
B. La situation socio-politique	37
III. L'intégration au cœur du mandat du Togo à la tête de la CEDEAO ..	46
A. La mise en œuvre de programmes intégrateurs	46
B. L'ouverture de la CEDEAO à de nouveaux partenariats	50
Conclusion	53

Summary

Foreword	4
Introduction	9
I. Commitment for the continuation of the process of institutional reforms of the ECOWAS	14
A. The process of allocation of statutory posts	14
B. The budget reform process	22
II. The quest for peace and stability in the sub-region	26
A. The security situation in the sub-region	26
B. The Sociopolitical situation	37
III. Integration at the heart of Togo's term at the ECOWAS chairmanship	46
A. The implementation of integrative programmes	46
B. The ECOWAS opening to new partnerships	50
Conclusion	53

« **L**'attention se porte aujourd'hui avant tout sur la création d'institutions supranationales », dit Jürgen Habermas dans son livre *Après l'Etat-nation*¹. Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO -les pères fondateurs- ont matérialisé ce nouveau paradigme en Afrique de l'Ouest il y a quarante-trois ans. L'ambitieux projet d'intégration ouest-africaine est en marche. Un exemple d'intégration réussi, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) s'est imposée aujourd'hui comme un pôle de responsabilité régionale dont la voix et l'action comptent dans le management des questions africaines. Elle se veut, à l'heure actuelle de son fonctionnement, une institution de service à la communauté, une CEDEAO dont l'objet est le travail au service du droit des populations ouest-africaines au développement, bref une CEDEAO des peuples.

L'élection du Togo à la présidence de la CEDEAO en juin 2017 a coïncidé avec cette nouvelle orientation de l'institution. D'aucuns parleraient d'une coïncidence heureuse. Le Togo a mis son leadership opérationnel au service de la cause communautaire. Le passage du Togo à la tête de la CEDEAO a été un véritable mandat de service à la communauté régio-



« **T**oday the focus is on creating supranational institutions, » says Jürgen Habermas in his book *Beyond the Nation-State*¹. The Heads of State and Government – the Founding Fathers – of ECOWAS materialized this new paradigm in West Africa forty-three years ago. The ambitious West African integration project is under way. An example of successful integration, the Economic Community of West African States (ECOWAS) has established itself today as a pole of regional responsibility, whose voice and action count in the management of African issues. It is intended to be, at this moment of its operation an institution of service to the Community, an ECOWAS whose object is to work at the service of the West African people's right to development, in short, an ECOWAS of the peoples.

Togo's election to the presidency of the ECOWAS in June 2017 coincided with this new orientation of the institution. Some would talk about a fortunate coincidence. Togo put its operational leadership at the service of the community cause. During its stint at the ECOWAS' helm Togo devoted its mandate to the real service of the regio-

1. Jürgen Habermas, *Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000.

1. Jürgen Habermas, «*Beyond the Nation-State*». *A new political constellation*, Paris, Fayard, 2000.

nale. Le travail du Togo à la présidence de la communauté a porté aussi bien sur le chantier des réformes de l'institution que sur la situation socio-politique et sécuritaire de la société régionale ainsi que sur l'intensification de l'intégration.

La volonté et la décision de réforme institutionnelle de la CEDEAO visaient à élargir ses sphères d'action dans la société régionale et à garantir l'efficacité de son fonctionnement. Il s'agit d'un processus *d'empowerment* ou de capacitation de l'institution à des fins de progrès social et humain dans la communauté.

La CEDEAO ne peut convaincre les citoyens ouest-africains de son utilité publique et de ce fait gagner en capital confiance et en large consentement populaire que si elle donne priorité aux politiques publiques communautaires de développement et d'épanouissement humain. « L'homme, disait le Président-poète Léopold Sédar Senghor, est au début et à la fin du développement, comme agent conscient et comme but final ».

La CEDEAO a un devoir d'efficacité, elle doit devenir plus opérationnelle sur le terrain du développement, elle doit devenir plus sociale. La CEDEAO sociale n'est pas aujourd'hui un souhait, mais une exigence, un impératif catégorique. Les coûts sociaux et politiques du manque de développement sont aussi dangereux que le terrorisme. D'ailleurs le terrorisme se nourrit du déficit de développement social, économique et humain en Afrique de l'ouest. Nos Chefs d'Etat et de gouvernement ont bien conscience de cette vérité et travaillent à amenuiser le manque de développement dans la communauté régionale.

Construire la paix et défendre la stabilité régionale est l'autre chantier de la CEDEAO piloté par le Togo. La situation sécuritaire de la région sur fond de menace terroriste est préoccupante. La CEDEAO fait un travail de prévention des

nal community. Its work during the chairmanship of the Community focused on the institution's reform as well as the security situation of regional society and intensification of integration.

The intention and decision of the ECOWAS for institutional reform aimed to broaden its spheres of action in regional society and guarantee the efficiency of its functioning. It is a process of *empowerment* or capacity-building of the institution for social and human progress in the Community.

The ECOWAS can only convince West African citizens of its public utility and, as a result gain in trust capital and in broad popular consent if it gives priority to public policies of development and human fulfilment. «Man,» said the President-poet Léopold Sédar Senghor «is at the beginning and at the end of development, as a conscious agent and as a final aim».

The ECOWAS has a duty of efficiency; it must become more operational in the field of development; it must become more social. Today a social ECOWAS is not a mere wish, but a requirement, a categorical imperative. The social and political costs of a lack of development are as dangerous as terrorism. Besides, terrorism feeds on the deficit of social, economic and human development in West Africa. Our Heads of State and Government are well aware of this truth and are working to reduce the lack of development in the regional Community.

The other project of the ECOWAS steered by Togo is to build peace and defend regional stability. The security situation in the region against a background of terrorist threat is worrying. The ECOWAS is doing a work of prevention of



crises et des conflits dans la sphère communautaire. Quand les crises et les conflits éclatent et deviennent une réalité dans un pays de la communauté, elle met en branle ses arsenaux diplomatiques et y déploie au besoin des forces militaires. La diplomatie préventive et active de l'institution a bien fonctionné sous la houlette du Président de la République Togolaise Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE. Le leadership du Président de la République a par exemple aidé au retour à la normale en Guinée-Bissau, pays frère et ami du Togo.

La question de la sécurité et de la stabilité régionale a été une thématique prioritaire de la présidence togolaise de la CEDEAO. L'organisation du sommet conjoint des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO et de la CEEAC² le 30 juillet 2018 sanctionné par la *Déclaration de Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent* en est une bonne illustration. Ce sommet conjointement organisé par les deux communautés régionales a été avant tout une initiative togolaise. Conscients des défis sécuritaires des deux régions, les Chefs d'Etat et de gouvernement des deux institutions ont adopté à Lomé une vision partagée des menaces terroristes et une approche commune des solutions à y apporter. L'enjeu est d'endiguer à terme l'extrémisme violent et le péril terroriste qui sont, pour paraphraser le titre d'un ouvrage de Sigmund Freud³, des maux dans notre civilisation actuelle.

La collaboration interrégionale face aux groupes et réseaux terroristes valait bien la peine. Les Etats membres de la CEDEAO et de la CEEAC ont compris que leur sécurité domestique exige un certain niveau de stabilité régionale et

crisis and conflict in the community sphere. When crises and conflicts erupt and become a reality in a country of the Community, the ECOWAS sets in motion its diplomatic arsenals and deploys military forces as needed. Preventive and active diplomacy of the institution worked well under the leadership of the President of the Togolese Republic His Excellency Faure Essozimna GNASSINGBE. For example, the leadership of the President of the Republic helped bring back to normal Guinea-Bissau, a fellow country and friend of Togo.

The issue of regional security and stability was a priority theme of the Togolese presidency of the ECOWAS. The organization of a joint summit of Heads of State and Government of the ECOWAS and ECCAS² on 30 July 2018 followed by the *Lomé Declaration on peace, security, stability and the fight against terrorism and violent extremism* is a good illustration. This summit co-wanted and jointly organized by the two regional Communities was above all a Togolese initiative. Aware of the security challenges of the two regions, the Heads of State and Government of both institutions adopted in Lomé a shared vision of terrorist threats and a common approach to the solutions to be found. The challenge is to stem the course of violent extremism and the terrorist scourge that are discomfort in our current civilization, to paraphrase the title of a book by Sigmund Freud³.

In the face of terrorist groups and networks interregional collaboration was absolutely worthwhile. The ECOWAS and ECCAS member States have realized that their internal security requires a certain level of regional and interregio-

2. Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale;

2. Economic Community of Central African States;

interrégionale. La nature intercommunautaire -voire internationale- du danger nécessite une riposte collaborative et synergique.

Outre le chantier sécuritaire, le Togo a travaillé à l'intensification de l'intégration régionale et africaine durant sa présidence de la CEDEAO. Le Président Faure Essozimna GNASSINGBE a travaillé, en bon chef d'équipe avec ses pairs de la région ouest-africaine, sur un ensemble de projets dont la finalité est le renforcement de l'intégration régionale. Le Togo à travers son Président est partisan d'une CEDEAO fidèle à ses valeurs et principes, mais ouverte aux sollicitations extérieures. La CEDEAO ne peut rester sourde aux sollicitations du monde, mais l'ouverture au monde doit avoir pour boussole l'intérêt supérieur de la communauté. Tout compte fait, parce que la CEDEAO est un projet qui marche vers l'avenir, l'espoir demeure permis.

Vous trouverez dans ce petit ouvrage une présentation claire et concise des faits, décisions et pratiques ayant marqué le passage du Togo à la présidence de l'institution communautaire. Ce livre est un aide-mémoire pour tous ceux qui s'intéressent à la politique publique extérieure du Togo, précisément au bilan de son passage à la présidence de la CEDEAO. ●

nal stability. The intercommunity nature – and even international nature of the danger – requires a collaborative and synergistic response.

In addition to the security challenge, Togo worked to intensify regional and African integration during its ECOWAS presidency. Like a good team leader, President Faure Essozimna GNASSINGBE worked with his peers in the West African region on a set of projects, whose aim was to strengthen regional integration. Togo, through its President is in favour of an ECOWAS that is faithful to its values and principles, but open to external demands. The ECOWAS cannot remain deaf to requirements from around the world, but the opening to the world must be guided – in the way of a compass – by the highest interest of the Community. All things considered, because the ECOWAS is a project that works towards the future, so there is still reason to hope.

You will find in this small paper a clear and concise presentation of the facts, decisions and practices that marked Togo's stint at the helm of the community institution. This paper is an aide memoire for those interested in Togo's external public policy, precisely on the record of its presidency of the ECOWAS. ●

Prof. Robert DUSSEY

Ministre des Affaires étrangères,
de la Coopération et de l'Intégration africaine de la République Togolaise

*Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration
of the Togolese Republic*

3. Sigmund Freud, *Malaise dans la civilisation*, Paris, Points, 2010.

3. Sigmund Freud, «*Civilization and its Discontents*», Paris, Points, 2010.





Les Présidents Faure Essozimna Gnassingbé du Togo et Nana Akufo-Addo du Ghana / Presidents Faure Essozimna Gnassingbé of Togo and Nana Akufo-Addo of Ghana



Le Président Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire / President Alasane Ouattara of Côte d'Ivoire

Introduction

L'unité et la solidarité des Etats ont, depuis les indépendances, été des objectifs fort visés par les dirigeants africains. Les défis de l'heure imposaient donc l'intégration des Etats comme une voie à suivre dans le sens d'une complémentarité avec le dessein de constituer des entités influentes dans le concert des nations.

La création de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) ne déroge pas à cette logique.

En effet, les pères-fondateurs de la CEDEAO, dont Feu GNASSINGBE EYADEMA, dans leur vision de créer cette institution, ont recherché le dépassement des intérêts nationaux et des rivalités entre les Etats pour créer un ordre pertinent en faveur des politiques répondant à l'intérêt collectif. Il s'agissait pour eux, le 28 mai 1975, de travailler à l'intégration économique et politique des Etats de l'Afrique de l'ouest.

Cette vision qui reléguait la souveraineté des Etats à la périphérie des ambitions nationales, au profit d'une instance ou d'une institution supranationale s'est aujourd'hui imposée à tous, compte tenu de l'environnement mondial qui ne s'accommode plus d'espaces économiques restreints. Dans ce sens la Communauté devrait être un important acteur de la scène régionale et internationale, mais aussi répondre aux besoins de ses populations qui ne cessent de croître.

Depuis lors, les politiques et programmes d'intégration régionale ont été orientés vers la convergence politique et économique, basée principalement sur la libre circulation des personnes et des biens, un marché commun, le développement des infrastructures, l'adoption de politiques communes en matière de paix, de démocratie et de bonne gouvernance.

Aujourd'hui, l'intégration sous-régionale, dans le cadre de la CEDEAO, est plus reluisante avec des poli-

Introduction

Since independence, African leaders have strongly aimed at the key objectives of unity and solidarity among States. The new challenges have thus imposed integration of States as a way to be followed towards complementarity with the objectives to be part of influential entities in the community of nations.

The establishment of the Economic Community of West African States (ECOWAS) has not derogated from this logic.

Indeed, the founding fathers of the ECOWAS, among who the late GNASSINGBE EYADEMA, in their vision of creating this institution, sought the overtaking of national interests and rivalries between the States to create a relevant order in favour of the policies in the collective interests. Their objectives on that 28 May 1975 were to ensure collective political and economic self-sufficiency through the integration of States.

This vision, which relegated the sovereignty of States to the periphery of national ambitions to the benefit of a supranational body or institution, has imposed itself on all today, given the global environment that no longer fits well with restricted economic spaces. In this sense, the Community, not only should be an important player on the regional and international stage, but it should also meet the needs of its growing populations.

Since then, regional integration policies and programmes have been oriented towards political and economic convergence, based mainly on the free movement of people and goods, a common market, the development of infrastructure, the adoption of key common policies on peace, democracy and good governance.

Today, sub-regional integration within the framework of the ECOWAS is much better with more coordinated community policies. Efforts are



tiques communautaires plus coordonnées. Des efforts sont constamment déployés pour resserrer les liens économique, politique et social des Etats membres. Ainsi, bien plus d'initiatives et de discours plaident depuis lors en faveur d'une intégration sous-régionale plus efficiente, car les Etats ont pris la mesure des échecs passés, de la résorption des facteurs internes et externes qui freinaient l'intégration ainsi que de l'apparition de nouveaux défis dont les solutions ne peuvent être trouvées que dans un cadre intégré.

L'apparition en effet de nouveaux défis tels que le trafic illicite de drogue, la piraterie maritime, la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme menace la stabilité des pays et constitue de réelles pesanteurs à la réalisation des projets communautaires. En outre, les effets dévastateurs de la maladie à virus Ebola au Liberia et en Sierra Leone, par exemple, ont rappelé aux souverains des dirigeants des Etats membres de la CEDEAO la fragilité de leurs systèmes sanitaires nationaux, les limites de leurs capacités et la nécessité d'une mutualisation plus efficiente des moyens et des potentialités.

Qui plus est, ces nouveaux défis ont également réaffirmé de façon prégnante les avantages de l'extension du marché commun, la mise en place des infrastructures dans les domaines tels que le transport, les communications, l'énergie, la recherche scientifique et bien d'autres encore.

La Communauté a besoin plus que jamais de faire preuve d'audace et d'ambition en matière de politique de coopération pour stimuler la réalisation de ses objectifs et priorités. Elle se doit également de trouver des hommes et femmes de conviction pour créer les stimuli nécessaires à même de drainer les efforts des représentants des Etats et de mettre en perspective les objectifs de la Communauté et les intérêts des partenaires.

Au demeurant, il est nécessaire d'accélérer le processus d'intégration par la mise en œuvre des politiques sectorielles qu'elle s'est fixées.

La CEDEAO, à l'instar des autres institutions d'intégration sous-régionales, est à la croisée des chemins.

constantly being made to strengthen the economic, political and social links between Member States. Thus, many more initiatives and discourse have since been in favour of more efficient sub-regional integration, because States have taken stock of past failures, the bridging of internal and external factors that used to hinder integration and the emergence of new challenges whose solutions can only be found in an integrated framework.

The emergence of new challenges such as illicit drug trafficking, maritime piracy, radicalization, violent extremism and terrorism threatens the stability of the countries and represents real obstacles to the implementation of community projects. In addition, the devastating effects of Ebola virus disease in Liberia and Sierra Leone, for example, reminded the leaders of the ECOWAS member States of the fragility of their national health systems, the limits of their respective capacities and the need for a more efficient pooling of resources and potentialities.

Moreover, these new challenges have also dramatically reaffirmed the benefits of expanding the common market, building infrastructure in areas such as transport, communications, energy, scientific research and so many more.

The Community needs more than ever to show boldness and ambition in terms of cooperation policy that can stimulate the achievement of its objectives and priorities. It must also find men and women of conviction to create the stimuli necessary to drain the efforts of the representatives of the States and put in perspective the objectives of the Community and the interests of partners.

In short, it is necessary to accelerate the process of integration through the implementation of the sectoral policies that it has set itself.

The ECOWAS, like other sub-regional integration institutions, is at a crossroads.

It is now accepted that we cannot separate economic and political imperatives. Similarly, it is clear that



Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO / The ECOWAS Heads of State and Government





L'hymne de la CEDEAO interprété par des enfants / Children performing the anthem of the ECOWAS



Assistance lors d'une réunion ministérielle / The audience during a ministerial meeting

Il est, en effet, aujourd'hui admis que l'on ne peut séparer les impératifs économiques et politiques. De même, il est évident que la stabilité des Etats constitue un facteur stimulant du processus d'intégration régionale, étant donné que les conflits qui ont jalonné l'histoire de la région ont eu un impact socio-économique négatif sur la Communauté ouest-africaine. Il va sans dire qu'il faut faire des choix judicieux pour lever les inquiétudes partagées des Etats et dynamiser les politiques sectorielles communautaires.

Ainsi, élu par ses pairs à la tête de la CEDEAO, lors de la 51^{ème} session ordinaire de l'Organisation, tenue le 4 juin 2017 à Monrovia au Liberia, le Chef de l'Etat togolais, Son Excellence Monsieur Faure Essozigna GNASSINGBE, à travers une feuille de route, s'est lancé le défi courageux d'accélérer le processus d'intégration communautaire.

A ce propos, il déclarait : « *Les performances actuelles de la CEDEAO doivent plutôt nous inspirer non seulement à garder le cap de cette dynamique positive mais aussi à multiplier encore plus nos efforts pour progresser davantage ... Il nous faut maintenant opérer des sauts qualitatifs vers notre objectif ultime qui est de faire de notre organisation, une CEDEAO des peuples* ».⁴

En cohérence avec le pari des pères-fondateurs, cette volonté du nouveau président de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement répond également à la nécessité de mettre en œuvre la vision 2020 de la CEDEAO des peuples.

Quel bilan peut-on dresser après un an de mandat du Président de la République togolaise à la tête de la CEDEAO, du 4 juin 2017 au 31 juillet 2018 ?

Cet ouvrage répond à cette question. Il s'articule autour de la poursuite des réformes institutionnelles audacieuses entamées, la recherche de la paix et la stabilité de la sous-région ainsi que la promotion de la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux redynamisés.

4. Extrait du discours prononcé par le Président de la République Togolaise à l'occasion de la 51^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue le 4 juin 2017 à Monrovia au Liberia.

States' stability is a stimulating factor in the process of regional integration, since the conflicts that have marked the history of the region have had a negative socio-economic impact on the West African Community. It goes without saying that responsible choices must be made to remove shared concerns of Member States and revive the implementation of Community sectoral policies.

Therefore, after being elected by his peers at the presidency of the ECOWAS during the 51st Ordinary Session of the Organization held on 4 June 2017 in Monrovia, Liberia, the Togolese Head of State, His Excellency Faure Essozigna GNASSINGBE courageously challenged himself through a roadmap to accelerate the process of community integration.

In that regard, he said: «*The current performance of ECOWAS should rather inspire us not only to stay the course of this positive dynamics but also multiply our efforts even more to progress ... We must now make qualitative leaps towards our ultimate goal that is to make our organization the ECOWAS of the peoples*».⁴

In line with the bet of the founding fathers, this desire of the new President of the Conference of Heads of State and Government also addresses the need to implement the 2020 vision of the ECOWAS of the peoples.

What assessment can be drawn up after one year of the term of the President of the Togolese Republic at the chairmanship of the ECOWAS, from 4 June 2017 to 31 July 2018?

This is the objective of this paper, which is meant to be a contribution to the pursuit of bold institutional reforms, the search for peace and stability of the sub-region and promotion of the free movement of people, goods and revitalized capital.

4. Excerpt from the speech delivered by the President of the Togolese Republic on the occasion of the 51st Ordinary Session of the Conference of Heads of State and Government of the ECOWAS, held on 4 June 2017 in Monrovia, Liberia.



I/ Engagement pour la poursuite du processus de réformes institutionnelles de la CEDEAO

La logique des réformes institutionnelles répond non seulement à un souci d'efficacité dans le fonctionnement des structures de la Communauté, mais aussi et surtout au besoin crucial de rationaliser le budget de l'institution. Le nouvel esprit réformateur qui guide le processus d'attribution des postes statutaires (A) constitue de ce fait l'un des piliers qui sous-tendent la réforme budgétaire (B) tant souhaitée par la CEDEAO et ses partenaires.

A/ Le processus d'attribution des postes statutaires

Convaincu du bien-fondé de la rationalisation des postes statutaires des organes de la CEDEAO, le Togo, dès son élection s'est engagé dans le processus de renouvellement consensuel des responsables des départements communautaires, dans un souci d'efficacité et de rentabilité.

Au lendemain de la 51^{ème} session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenu à Monrovia, au Liberia, les 3 et 4 juin 2017, le Togo a logiquement pris la tête du Comité ministériel ad hoc constitué lors de la soixante-dix-huitième session ordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO. Ce Comité est notamment chargé de réfléchir et de faire des propositions sur l'attribution des postes statutaires au sein de la Communauté.

Sous l'impulsion togolaise, ce Comité a multiplié les réunions et les négociations qui ont permis en moins de six mois d'aboutir à la nomination d'un nouveau Président de la Commission de la CEDEAO.

Ainsi, l'ivoirien Jean-Claude Kassi BROU a succédé, dans un esprit de consensus, au béninois Marcel Alain DE SOUZA, dont le bilan et la vision ont, somme toute, permis à la Communauté de franchir un cap qualitatif vers la réalisation de ses ambitions.

Fort de cette réussite, le Togo se verra expressément confier par la 52^{ème} session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue le 17 décembre 2017 à Abuja, la responsabilité de conduire à son terme le processus de recrutement des nouveaux commissaires, juges et directeurs des départements de la Communauté.

I/ Commitment for the continuation of the process of institutional reforms of the ECOWAS

The logic in the institutional reforms is not only a question of efficiency in the functioning of the Community structures but also and above all a crucial need to streamline the budget of the institution. The new reforming spirit that guides the process of allocating statutory posts (A) is therefore one of the pillars underlying the budget reform (B) so much desired by the ECOWAS and its partners.

A/ The process of allocating statutory posts

Right from its election and being convinced of the soundness of streamlining the statutory posts of the ECOWAS bodies, Togo embarked on the process of consensual renewal of the heads of the community departments, with a view to efficiency and profitability.

Following the 51st session of the Conference of Heads of State and Government, held in Monrovia, Liberia, on 3 and 4 June 2017, Togo logically took the lead of the ad hoc Ministerial Committee set up during the seventy-eighth Ordinary Session of the ECOWAS Council of Ministers. This Committee's responsibilities included in particular making and reflecting on proposals regarding the allocation of statutory posts within the Community.

At the urging of the Togolese chairmanship, this Committee multiplied the meetings and negotiations, which, in less than six months enabled the institution to reach a consensus around the appointment of a new President of the ECOWAS Commission.

Thus, the Ivorian Jean Claude Kassi BROU succeeded, in a spirit of consensus the Beninese Marcel Alain De SOUZA, whose result and vision, after all, allowed the Community to take a positive step towards the realization of its ambitions.

Based on this success, Togo found itself expressly entrusted by the 52nd Session of the Conference of the Heads of State and Government of the ECOWAS, held on 17 December 2017 in Abuja, with the responsibility to complete the process of recruitment of new commissioners, judges and directors of the Community's departments.



Vue partielle de l'assistance à une réunion ministérielle / Partial view of the audience at a ministerial meeting



Les Présidents Adama Barrow de la Gambie et Julius Bio de la Sierra Leone / Presidents Adama Barrow of Gambia and Julius Bio of Sierra Leone



Prestation de serment de la Vice-Présidente, des commissaires et directeurs de la CEDEAO / Swearing-in of the Vice-President, Commissioners and Directors of the ECOWAS

Au cours de la session extraordinaire du Conseil des ministres, convoquée par le Togo à cette fin, et qui s'est tenue à Lomé le 20 janvier 2018, les ministres se sont retrouvés face à une équation difficile à résoudre : celle de pouvoir répartir 09 postes disponibles entre 15 pays sans risquer de porter atteinte à la solidarité et aux intérêts de chacun des Etats membres.

Face à ce dilemme, le Professeur Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine de la République Togolaise, Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO, a opté pour une solution médiane et a décidé, ensemble avec ses homologues du Conseil des ministres, de soumettre la question à l'appréciation des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Réunie à Addis-Abeba le 27 janvier 2018, en marge de la 30^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale de l'Union Africaine, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, sous la présidence de S. E. M. Faure Essozimna GNASSINGBE, a fait le choix de l'entente et de l'inclusion. Elle a demandé au Conseil des ministres de revenir à l'ancienne configuration de la Commission avec 15 postes de commissaire, afin de permettre à tous les Etats d'y être représentés.

Cette décision peut paraître anti-réformiste et s'apparenter à du rétropédalage de la part de l'instance suprême de la CEDEAO.

A l'analyse, on se rend compte qu'elle est plutôt empreinte d'une grande sagesse et est essentiellement guidée par le souci de ne pas sacrifier les principes d'entente et de solidarité sur l'autel d'une réforme radicale.

D'ailleurs ce choix, opéré sous la présidence togolaise, ne surprend guère ; surtout quand on connaît le rôle de premier plan que le Togo a joué dans la création de la CEDEAO et tous les efforts qu'il continue de consentir pour que le modèle ouest-africain d'intégration, basé sur l'entente et la solidarité, se pérennise et s'affermisse.

During the extraordinary session of the Council of Ministers, convened by Togo for this purpose, which was held in Lomé on January 20, 2018, the ministers found themselves faced with a difficult equation to solve: that of being able to distribute 09 positions available among 15 countries without jeopardizing the solidarity and interests of any of the Member States.

Faced with this dilemma, Professor Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration of the Togolese Republic and President of the ECOWAS Council of Ministers opted for a median solution and decided, together with Cabinet Ministers to submit the issue to the Heads of State and Government for consideration.

Meeting in Addis Ababa on 27 January 2018, on the sidelines of the 30th Ordinary Session of the General Assembly of the African Union the Conference of Heads of State and Government of the ECOWAS, under the chairmanship of H.E. Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, made the choice of agreement and inclusion. It asked the Council of Ministers to return to the old configuration of the Commission with 15 commissioner posts to allow all States to be represented.

This decision may seem anti-reformist and may resemble back-pedaling on the part of the highest authority of the ECOWAS.

By analyzing the facts, we realize that it is rather a wise approach and it is essentially guided by the desire not to sacrifice the principles of understanding and solidarity on the altar of a radical reform.

Moreover, this choice made under the Togolese chairmanship is hardly surprising, especially when we know the leading role that Togo played in the creation of the ECOWAS and all the efforts it continues to make for the West African model of integration, based on understanding and solidarity, to continue in the future and be strengthened.



Ainsi, lors de la 18^{ème} session extraordinaire du Conseil des ministres, cinquante-et-un (51) candidats ont été mis en concurrence pour dix-sept (17) postes à savoir : quatorze (14) postes de commissaire, deux (02) postes de directeur général et un (01) poste d'auditeur général.

Deux jurys, composés de quatre (04) membres chacun, ont été mis en place pour la circonstance.

À l'issue des évaluations et sur rapport du Comité ministériel ad hoc chargé de la supervision des interviews, une liste de 17 candidats, les plus méritants, a été soumise pour approbation au Conseil des ministres de la CEDEAO. Ce dernier a, après examen du rapport des résultats de l'évaluation, procédé à la nomination de ces candidats en qualité de fonctionnaires statutaires.

Le nombre de postes par pays de ces nouveaux responsables des départements de l'organisation se présente comme suit :

Sierra Leone : Vice-Présidence de la Commission ;
Nigeria : Département des finances et direction générale de l'Organisation Ouest-africaine de la santé (OOAS) ;
Ghana : Département des politiques macroéconomiques et de la recherche, et le poste d'auditeur général ;
Togo : Département du commerce, douanes et libre circulation, et la direction générale du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent (GIABA) ;
Guinée : Département de l'agriculture, environnement et ressources en eau ;
Sénégal : Département des infrastructures ;
Benin : Département des affaires politiques, paix et sécurité ;
Gambie : Département des affaires sociales et genre ;
Liberia : Département de l'administration générale et des conférences ;
Cabo Verde : Département des ressources humaines ;
Guinée-Bissau : Département de l'éducation, de la science et de la culture ;
Niger : Département de l'énergie et des mines ;
Burkina Faso : Département des télécommunications et des technologies de l'information ;
Mali : Département de l'industrie et de la promotion du secteur privé.

Thus, at the 18th extraordinary session of the Council of Ministers, fifty-one (51) candidates were put in competition for seventeen (17) posts namely: fourteen (14) positions of commissioners, two (02) positions of Director General and one (01) position of Auditor General.

Two juries, each composed of four (04) members were set up for the occasion.

At the end of the evaluations and on the report of the Ad Hoc Ministerial Committee responsible for supervising the interviews, a list of 17 candidates, the most deserving, was submitted to the Council of Ministers of the ECOWAS for approval. The latter, after examining the report of the results of the evaluation appointed these candidates as statutory officials.

The number of positions allotted by country for these new heads of departments of the organization is as follows:

Sierra Leone: Vice-presidency of the Commission;
Nigeria: Department of Finance and Directorate General of the West African Health Organization (WAHO);
Ghana: Department of Macroeconomic Policies and Research, and the position of Auditor General;
Togo: Department of Commerce, Customs and Free Movement, and the General Directorate of the Intergovernmental Group of Action against Money Laundering (GIABA);
Guinea: Department of Agriculture, Environment and Water Resources;
Senegal: Department of Infrastructure;
Benin: Department of Political Affairs, Peace and Security;
Gambia: Department of Social Affairs and Gender;
Liberia: Department of General Administration and Conferences;
Cape Verde: Department of Human Resources;
Guinea-Bissau: Department of Education, Science and Culture;
Niger: Department of Energy and Mines;
Burkina Faso: Department of Telecommunications and Information Technology;
Mali: Department of Industry and Private Sector Promotion.



Les Chefs d'Etat et de gouvernement posant avec les nouveaux juges de la CEDEAO / Group photo of Heads of State and Government with the new judges of the ECOWAS



Le nouveau Président de la Commission de la CEDEAO, Jean-Claude Brou / Jean-Claude Brou, the new President of the ECOWAS Commission



La Vice-présidente et les nouveaux Commissaires recrutés ont prêté serment devant le Conseil des ministres de la CEDEAO lors de sa 80^{ème} session ordinaire tenue à Lomé le 08 juillet 2018.

Il faut par ailleurs noter que le processus de recrutement et l'esprit de réforme ont également touché la Cour de Justice de la Communauté. A ce niveau, conformément à la volonté des Chefs d'Etat et de Gouvernement de passer de sept (07) juges à cinq (05), le Conseil Judiciaire de la CEDEAO, présidé pour l'occasion par le Président de la Cour suprême du Togo, M. Akakpovi GAMATHO, a procédé du 23 au 25 mai à Lomé, au recrutement de nouveaux juges devant animer la Cour après l'expiration du mandat des précédents juges. Le Conseil a pu choisir les cinq (05) juges ressortissants du Cabo Verde, de la Côte-d'Ivoire, du Nigeria, du Ghana et de la Sierra Leone, qu'il a recommandés à la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement pour être nommés officiellement juges à la Cour de Justice de la Communauté.

Ces nouveaux garants de l'application du Traité révisé et de ses idéaux au sein de la Communauté également chargés de trancher les litiges, ont, ensemble avec le nouveau Président de la Commission de la CEDEAO, M. Jean-Claude Kassi Brou, officiellement prêté serment le 31 juillet 2018 lors de l'ouverture solennelle de la 53^{ème} session ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'organisation sous-régionale qui s'est tenue à Lomé.

De façon générale, le Togo, à l'instar des autres Etats membres, a soutenu le processus de réforme institutionnelle du mieux de ses capacités et à l'aune des sacrifices qu'exige la situation.

Pour le Togo, le passage de 15 postes de commissaire à 09, tel qu'initialement prévu, aurait été d'un avantage important en termes de rationalisation du personnel des institutions de la CEDEAO ; mais cette réduction arithmétique ne constitue pas pour autant une garantie absolue de rationalisation des dépenses budgétaires.

En effet, on peut être à 09 et dépenser plus qu'on le ferait à 15. Tout dépend, non du nombre, mais de

The Vice-president and newly recruited Commissioners were sworn in before the ECOWAS Council of Ministers at its 80th ordinary session held in Lomé on 08 July 2018.

It should also be noted that the recruitment process and the spirit of reform has also affected the Court of Justice of the Community. At this level, in accordance with the will of the Heads of State and Government to move from seven (07) judges to five (05), the Judicial Council of the ECOWAS, chaired for the occasion by the President of the Supreme Court of Togo, Mr. Akakpovi GAMATHO, from 23 to 25 May in Lomé recruited new judges to lead the Court after the expiry of the term of the previous judges. The Council was able to select the five (05) judges from Cape Verde, Côte d'Ivoire, Nigeria, Ghana and Sierra Leone, who were recommended to the Conference of Heads of State and Government to be officially appointed judges of the Community Court of Justice.

These new guarantors of the implementation of the Revised Treaty and its ideals within the Community and responsible for settling disputes, together with the new President of the ECOWAS Commission, Mr. Jean-Claude Kassi Brou, were officially sworn in on 31 July 2018 at the solemn opening of the 53rd Ordinary Session of the Heads of State and Government of the sub-regional organization held in Lomé.

Generally speaking, Togo, like the other Member States, supported the institutional reform process to the best of its ability and in the light of the sacrifices required by the situation.

For Togo, the transition from 15 commissioning posts to 09, as originally planned, would certainly have been an important advantage in terms of streamlining of the ECOWAS institutions' staff; but this arithmetic reduction does not constitute an absolute guarantee of streamlining of budgetary expenditure.

Indeed, expenditure by 09 officials may exceed that of 15 officials. All depends, not on the number



la gestion efficace des ressources de l'institution. C'est donc vers cette rationalisation des dépenses et la bonne gestion des ressources allouées que la CEDEAO devra diriger sa dynamique.

B/ Le processus de réforme budgétaire

La question de la réforme budgétaire a été au cœur des préoccupations de la présidence togolaise à la tête de l'institution sous-régionale.

L'enjeu d'une CEDEAO financièrement assainie et stable sur le plan budgétaire est crucial pour l'atteinte des objectifs de la Communauté.

Ayant pris les commandes du Comité de l'Administration et des Finances (CAF), à la faveur de sa présidence en exercice, le Togo s'est fixé comme objectif d'aider la Communauté à mieux maîtriser la mobilisation de ses ressources et à canaliser ses dépenses.

A sa vingt-deuxième réunion qui s'est tenue du 13 au 20 novembre 2017, à Abuja, en République Fédérale du Nigeria, le CAF a noté que le montant des recouvrements au titre du prélèvement communautaire de l'année 2017 se chiffrait à 55,4 millions d'Unité de Compte (UC), soit un déficit de 57,5% par rapport aux prévisions de 130,3 millions d'UC. Le Comité a donc demandé à la Commission de prendre toutes les dispositions requises pour mobiliser davantage de ressources auprès des partenaires au développement d'une part, et d'améliorer le taux de recouvrement des produits du prélèvement communautaire des États membres, d'autre part.

Le Conseil s'est également montré soucieux de l'adéquation du budget de la CEDEAO avec ses objectifs prioritaires. Aussi a-t-il recommandé qu'au titre de l'année 2018, le projet de budget consolidé se fonde sur le Plan stratégique régional qui découle de la Vision 2020 de la CEDEAO et soit aligné sur les grands domaines d'intervention auxquels souscrit l'ensemble des institutions communautaires.

S'agissant de la réforme budgétaire proprement dite, Lomé a accueilli du 31 mai au 2 juin 2018, deux grandes réunions du CAF.

Le sujet de fond qui a meublé les discussions était de savoir s'il fallait conserver les prévisions budgé-

but on the effective management of the resources of the institution. The ECOWAS should therefore move towards this streamlining of the expenses and good management of the allocated resources.

B / The process of budgetary reform

The issue of the budgetary reform was at the heart of the concerns of the Togolese chairmanship of the sub-regional institution.

The challenge of a financially sound and fiscally stable ECOWAS is crucial for the achievement of the Community's objectives.

Having taken the lead of the Committee on Administration and Finance (CAF), thanks to its chairmanship, Togo set itself the objective of helping the Community to better control the mobilization of its resources and to channel its expenditure.

At its twenty-second meeting held from 13 to 20 November 2017, in Abuja in the Federal Republic of Nigeria, the CAF (the Committee on Administration and Finance) noted that the Community levy recoveries for 2017 amounted to 55.4 million Units of Account (UA), a deficit of 57.5 percent vis-à-vis the UA forecast of 130.3 million. The Committee therefore asked the Commission to take all the necessary steps to mobilize more resources from development partners on the one hand and to improve the rate of recovery of the products of the Community levy of the Member States on the other hand.

The Council also showed concern for the adequacy of the ECOWAS budget with its priority objectives. It therefore recommended that, for the year 2018, the consolidated budget proposal be based on the Regional Strategic Plan resulting from the ECOWAS 2020 Vision and be aligned with the broad areas of intervention, endorsed by all the Community institutions.

As regards the budget reform itself, Lomé hosted from 31 May to 2 June 2018, two major CAF meetings.

The substantive topic that fueled the discussions was mainly on the question of whether to keep the



Le Premier Ministre Sélo Koussou du Togo / Selom Klassou, Prime Minister of Togo



Les membres du gouvernement du Togo avec l'assistance / The members of the Government of Togo with the audience



Les Présidents Gnassingbé du Togo et Issoufou du Niger et les premières dames de la CEDEAO à Niamey / Presidents Gnassingbé of Togo and Issoufou of Niger and the First Ladies of the ECOWAS in Niamey

taires effectuées sur la base d'un budget de fonctionnement d'une Commission à 09 membres, alors même qu'au Sommet extraordinaire d'Addis Abeba, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de revenir à la composition à 15 membres.

Pour la majorité des Etats membres, le retour à la structuration à 15 ne devrait pas impacter la rationalisation des dépenses budgétaires entamée par la Communauté.

Les prévisions effectuées sur les bases de la composition à 09 devront donc être redistribuées entre les 15 commissions dans le souci de respecter l'esprit et la dynamique de rationalisation et garder ainsi la confiance des partenaires.

Au demeurant, l'objectif de départ visé par les Chefs d'Etat et de Gouvernement en lançant le vaste chantier des réformes institutionnelles était de parvenir à une CEDEAO qui consacre l'essentiel de ses ressources au financement des projets de développement de la Communauté.

En retenant le principe d'un budget calqué sur la configuration à neuf membres malgré le passage à quinze, la CEDEAO, sous l'impulsion du Togo, a fait preuve de courage et de volonté réelle de rationalisation et de transparence.

C'est ainsi que le rapport présenté par le CAF sur les réformes budgétaires de la Communauté a été analysé et validé par le Conseil des ministres de la CEDEAO lors de sa 80^{ème} session ordinaire tenue à Lomé le 08 juillet 2018.

Le Conseil des ministres a, par la même occasion, examiné et validé le rapport intérimaire 2018, le rapport final 2017 et la situation financière globale présentée par le Contrôleur financier.

L'audace et le dépassement de soi affichés par les instances dirigeantes de la CEDEAO en ce qui concerne la réforme budgétaire et financière de la Communauté constituent un pari gagné. Il s'agit d'une démarche qui permettra à la Communauté de pouvoir faire face aux dépenses liées aux multiples chantiers de développement qui, d'ailleurs, se complexifient de jour en jour, avec notamment des menaces frontales à la paix et à la sécurité.

budget estimates based on an operating budget of a 09-member Commission, even though the Heads of State and Government decided at the Extraordinary Summit in Addis Ababa to return to the 15-member composition.

For the majority of the Member States, the return to the 15-member structure should not affect the rationalization of budgetary expenditure initiated by the Community.

The forecasts made on the basis of the nine-member composition will therefore have to be redistributed among the 15 commissions in accordance with the spirit and dynamics of streamlining and thus maintaining the confidence of the partners.

Moreover, the initial objective of the Heads of State and Government, in launching the major institutional reforms was to reach an ECOWAS that spends less to finance the Community's development projects.

While retaining the principle of a budget modeled on the nine-member configuration despite the transition to fifteen, the ECOWAS, under the leadership of Togo showed courage and real willingness to streamlining and transparency.

Therefore the report presented by the CAF on the Community's budgetary reforms was analyzed and validated by the ECOWAS Council of Ministers at its 80th Ordinary Session held in Lomé on 08 July 2018.

At the same time, the Council of Ministers reviewed and validated the 2018 interim report, the final report 2017 and the overall financial situation presented by the Comptroller.

Boldness and self-surpassing displayed by the ECOWAS governing bodies with regard to the budgetary and financial reform of the Community are a sure bet. This is an approach that will enable the Community to cope with the expenses related to the multiple development projects, which, moreover, are becoming more and more complex day by day, including frontal threats to sub-regional peace and security.



II/ La quête de la paix et de la stabilité de la sous-région

L'élection du Togo à la Présidence en exercice de la CEDEAO a suscité, au regard des précédentes prouesses réalisées par le pays dans la coordination de la riposte sous-régionale contre le virus Ebola, un vif espoir et un réel enthousiasme quant à l'amélioration de la situation politique et sécuritaire dans l'espace communautaire.

Promouvoir la paix et la stabilité sous-régionales, désamorcer les crises politiques en cours ou en gestation, freiner la recrudescence des actes terroristes, répondre promptement aux catastrophes naturelles, nouer et mettre en place avec les entités régionales voisines des partenariats et mécanismes de sécurité durables, tels étaient les nouveaux défis auxquels la CEDEAO devait faire face sous la présidence togolaise.

Malgré la complexité de la tâche et la multiplicité des situations, chacune d'elles s'inscrivant en urgence et en priorité, le Togo a su, en combinant sa Feuille de route avec les exigences inhérentes aux chantiers en cours au niveau de l'organisation, insuffler à la CEDEAO un nouvel élan aux résultats plus que positifs.

Cette dynamique permet d'entretenir l'espoir d'un espace communautaire stable et délivré des fléaux sécuritaires qui ralentissent son processus de développement.

En un an de magistère, les résultats obtenus sous l'impulsion du Togo sur les plans politique et sécuritaire sont des plus satisfaisants.

Toute la Communauté se félicite notamment de la détermination affichée par la diplomatie togolaise dans l'amélioration de la situation sécuritaire (A) et socio-politique (B) dans la sous-région.

A/ La situation sécuritaire dans la sous-région

Au cours du mandat du Togo, la Communauté sous-régionale a traversé des moments douloureux (a) marqués notamment par la perpétration d'attaques terroristes ayant occasionné de nombreux morts et des blessés. Ces événements, loin de créer la psychose, la résignation ou encore l'abdication des responsables de la sous-région, ont plutôt amené la

II/ The quest for peace and stability in the sub-region

The election of Togo to the presidency of the ECOWAS prompted, in the light of previous achievements by the country in coordinating the sub-regional response to the Ebola virus, a strong hope and enthusiasm for the improvement of the political and security situation in the community area.

Promoting sub-regional peace and stability, defusing ongoing and emerging political crises, curbing the upsurge of terrorist acts, responding promptly to natural disasters and developing and implementing, together with neighboring regional entities, sustainable partnerships and security mechanisms, these were the new challenges facing the ECOWAS under the Togolese chairmanship.

Despite the complexity of the task and the multiplicity of situations, each of which is an emergency and a priority, Togo succeeded in breathing a new life into the ECOWAS by combining its Roadmap with its inherent requirements in the ongoing projects of the organization, for extremely positive results.

This dynamics allows us to maintain the hope of a stable community space delivered from the scourges of insecurity that slow down its development process.

One year of Togolese leadership and under its impetus in political and security areas yielded the most satisfactory results.

The whole Community welcomes in particular the determination displayed by Togolese diplomacy in improving the security (A) and socio-political (B) situation in the sub-region.

A/ The security situation in the sub-region

During Togo's presidency of the ECOWAS, the sub-regional community went through painful times (a) marked in particular by the perpetration of terrorist attacks that resulted in many deaths and casualties. These events, far from creating a psychosis or resignation or abdication of the sub-region's leaders, rather led the ECOWAS to react (b)



Inauguration du Centre National d'Alerte Précoce à Bamako, au Mali / Inauguration of the National Early Warning Center in Bamako, Mali



Le Président Ibrahim Keita recevant les clés des locaux / President Ibrahim Keita receiving the keys of the premises



Ouverture du Sommet CEDEAO-CEEAC à Lomé, au Togo / Opening of the ECOWAS-ECCAS Summit in Lomé, Togo

CEDEAO à réagir (b) de fort belle manière avec ambition et détermination.

a) Les moments douloureux

Très attaché à la préservation de la paix et à la sécurité internationales, le Togo n'a pas hésité à faire de la stabilité de la sous-région ouest-africaine un pilier essentiel de sa Présidence en exercice de la CEDEAO.

L'ambition affichée par le Président de la République Togolaise pour un espace communautaire exempt de conflits armés et d'actes de violences, se justifiait par le contexte de violences qui a marqué l'année 2016 et le début d'année 2017, notamment en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Niger et au Mali.

Malgré cette volonté, les années 2017 et 2018 ont été douloureusement marquées par le fléau du terrorisme. La présidence togolaise de la CEDEAO, tout comme la présidence libérienne, a connu des heures d'affliction au sein de la Communauté.

Ainsi, toute l'attention de la CEDEAO s'est focalisée sur le Burkina Faso pendant les moments difficiles qu'a traversés ce pays du fait des actes de violence ignobles exercés par des groupes armés terroristes.

Dix-huit personnes ont, en effet, été tués le soir du 13 août 2017 dans l'attaque d'un café-restaurant de Ouagadougou par des hommes lourdement armés. Ces derniers ont ouvert le feu sur les clients du restaurant Istanbul, créant ainsi la panique et la désolation sur l'avenue Kwame Nkrumah de Ouagadougou.

La capitale Burkinabé sera malheureusement frappée de nouveau par une autre attaque terroriste le 02 mars 2018 avec également beaucoup de blessés et de morts.

Qu'il se soit personnellement déplacé sur les lieux du drame, comme ce fut le cas pour l'attentat du 02 mars 2018, ou non, c'est au nom de toute la Communauté ouest-africaine que le Président togolais a toujours adressé aux familles éplorées et à l'État burkinabé, des messages de compassion, de solidarité et de soutien. Le Chef de l'État togolais n'a cependant pas manqué de rappeler à chaque fois que la mobilisation de tous et l'action contre le terrorisme

in a pretty nice way with ambition and determination.

a) Painful times

Highly committed to the preservation of international peace and security, Togo did not hesitate to make stability in the West African sub-region an essential pillar of its ECOWAS Chairmanship in office.

The ambition displayed by the President of the Togolese Republic for a community area free from armed conflicts and acts of violence, was amply justified by the context of violence that marked the year 2016 and the beginning of 2017, in particular in Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger and Mali.

Despite this commitment, the years 2017 and 2018 have been painfully marked by the scourge of terrorism. The Togolese presidency of the ECOWAS, like the Liberian presidency, has also experienced hours of affliction within the Community.

Thus, all the attention of the ECOWAS was focused on Burkina Faso during the difficult times experienced by this country due to the despicable acts of violence perpetrated by armed terrorist groups.

Eighteen people were indeed killed on the evening of 13 August 2017 in the attack on a coffee shop in Ouagadougou by heavily armed men. They opened fire on customers of the restaurant "Istanbul", creating panic and despair on Kwame Nkrumah Avenue in Ouagadougou.

The capital of Burkina Faso was unfortunately struck again by another terrorist attack on 2 March 2018 with equally many casualties and deaths.

While the Togolese President, on such occasions would always address messages of compassion, solidarity and support to the bereaved families and the Burkinabe State on behalf of the entire West African community, sometimes traveling personally to the scene of the tragedy, as was the case for the attack of 2 March 2018, he never failed to remind everyone that the mobilization of all and action against terrorism in West Africa had become emergencies and



en Afrique de l'Ouest sont devenues des urgences et des défis que la Communauté ne peut plus éluder.

En outre, des attaques terroristes ont été perpétrées contre les convois de la MINUSMA au Mali et les forces du G5 Sahel.

La vulnérabilité de la sous-région aux attaques terroristes et autres actes de violence est une réalité qui sape les efforts de développement entrepris par la CEDEAO. Le fléau du terrorisme s'est profondément enraciné et mérite d'être traité de façon holistique.

C'est en cela que l'approche esquissée par le Togo est une véritable opportunité dont se sont saisis les Etats pour la tenue d'un Sommet sur la sécurité.

Ainsi, la Présidence togolaise, a organisé le Sommet inédit CEDEAO-CEEAC sur la Paix, la Stabilité, la Sécurité, et la Lutte contre le Terrorisme et l'Extrémisme Violent, pour convier toute la communauté internationale à appréhender le fléau du terrorisme de façon holistique, de sorte à prendre en compte toutes ses causes et ses conséquences.

Le rendez-vous inédit voulu par le Président Faure Essozimna GNASSINGBE, eu égard à son contenu et à sa démarche, a été perçu à juste titre par bien d'observateurs comme étant une initiative appropriée à la lutte antiterroriste en Afrique de l'Ouest et du centre.

b) Le Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC de Lomé : une démarche inédite en faveur de la paix

L'idée d'un Sommet de la CEDEAO sur la radicalisation et l'extrémisme violent était déjà émise à la veille de l'élection du Togo à la tête de la CEDEAO. Le Togo était déjà préoccupé au plus haut point par la menace terroriste qui grandit dans la sous-région et qui compromet sérieusement tous les efforts de développement.

La présidence en exercice de la CEDEAO a donc donné un coup d'accélérateur à ce projet devenu crucial pour la paix dans la sous-région.

En effet, la Feuille de route élaborée par le Togo dans le cadre de sa présidence, comportait déjà les esquisses d'une rencontre régionale contre le radicalisme et l'extrémisme violent.

challenges that the Community could no longer avoid.

In addition, terrorist attacks were perpetrated against the MINUSMA convoys in Mali and G5 Sahel forces.

The vulnerability of the sub-region to terrorist attacks and other acts of violence is a reality that undermines the development efforts undertaken by the ECOWAS. The terrorist scourge has become deeply rooted and deserves to be treated holistically.

This is why the approach outlined by Togo is a real opportunity for States to hold a meeting at the Summit on Security.

Thus, the Togolese Presidency, organized the unprecedented ECOWAS-ECCAS Summit on Peace, Stability, Security, and the Fight Against Terrorism and Violent Extremism, in order to invite the entire international community to deal with the terrorist scourge in a holistic way, so as to take into account all its causes and consequences.

The unprecedented meeting desired by President Faure Essozimna GNASSINGBE, in view of its content and approach, was rightly perceived by many observers as an appropriate initiative to the fight against terrorism in West Africa and Central Africa.

b) The ECOWAS-ECCAS Joint Summit in Lomé an unprecedented step in favour of peace

The idea of a Summit of the ECOWAS on Radicalization and Violent Extremism was already announced on the eve of the election of Togo at the ECOWAS chairmanship. Togo was already deeply concerned with the growing terrorist threat in the sub-region, which seriously undermines all development efforts.

The Togolese presidency of the ECOWAS therefore accelerated this project, which had become crucial for peace in the sub-region.

Indeed, the road map drawn up by Togo as part of its chairmanship already included sketches for a regional meeting against radicalism and violent extremism.



Les Présidents Bio de la Sierra Leone et Weah du Libéria / Presidents Bio of Sierra Leone and Weah of Liberia



Photo de famille à l'ouverture du Sommet CEDEAO-CEEAC / Family photo at the opening of the ECOWAS-ECCAS Summit

Très tôt, la diplomatie togolaise s'est donc activée, à travers consultations et négociations, pour donner au projet les allures d'une réponse collégiale interrégionale au fléau du terrorisme.

Le Président du Conseil des ministres de la CEDEAO, le Prof. Robert DUSSEY et son homologue gabonais, M. Nelson MESSONE, alors Ministre des Affaires étrangères de la République Gabonaise et Président du Conseil des Ministres de la CEEAC, ont multiplié les contacts afin de peaufiner l'organisation de ce Sommet.

Les conclusions, à l'issue de cette rencontre, ont, non seulement emporté l'adhésion de tous les acteurs du secteur de la paix et de la sécurité, mais ont surtout eu le mérite d'être inclusives sur la base d'une thématique précise et d'un chronogramme d'activités satisfaisant.

- Une conférence inclusive

Bien qu'interrégionale, la conférence CEDEAO-CEEAC de Lomé a été aussi inclusive que possible.

Elle a eu non seulement le mérite de regrouper 15 Etats de l'Afrique de l'Ouest, 11 de l'Afrique centrale mais aussi l'ingéniosité d'ouvrir ses portes à l'ensemble des partenaires internationaux activement impliqués dans le maintien et la culture de la paix en Afrique. L'initiative regroupe à elle seule près de la moitié des Etats du Continent autour d'une thématique d'envergure internationale.

Le choix des acteurs ayant pris part au Sommet n'a pas été fait au hasard; tout a été, en effet, décliné pour que le phénomène terroriste soit circonscrit dans sa zone actuelle de propagation en Afrique subsaharienne. Un large éventail d'acteurs aussi divers que variés a donc été ciblé.

D'un côté, on pouvait constater que le Sommet couvre géographiquement toute une panoplie d'entités sous-régionales averties sur la question de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la radicalisation. Il s'agit notamment de la CEDEAO, de la CEEAC, de l'UA, de l'UEMOA, de la CEMAC, du Conseil de l'Entente, de la CBLT, du G5 Sahel et de la CEN-SAD dans une certaine mesure.

Early on, Togolese diplomacy was activated, through consultations and negotiations, to give the project the appearance of an interregional collegial response to the scourge of terrorism.

The President-in-office of the Council of Ministers of the ECOWAS, Prof. Robert DUSSEY and his Gabonese counterpart, Mr. Nelson MESSONE, then Minister of Foreign Affairs of the Gabonese Republic and President-in-office of the Council of Ministers of the ECCAS, maximized contacts in order to refine the organization of this Summit.

The conclusions, at the end of this meeting, not only won the support of all actors in peace and security area, but above all had the merit of being inclusive on the basis of a specific theme and a satisfactory chronogram of the activities.

- An inclusive conference

Despite being interregional, the ECOWAS-ECCAS Conference of Lomé was as inclusive as possible.

Not only had this Conference the merit of bringing together 15 West African States and 11 from Central Africa, but it also had the ingenuity of opening its doors to all the international partners actively involved in the maintenance and culture of peace in Africa. The initiative alone brought together nearly half of the States of the continent around a theme of international importance.

The choice of participating groups was not made at random; indeed, everything was spelt out for the terrorist phenomenon to be circumscribed in its current zone of propagation in sub-Saharan Africa. A wide range of diverse and varied actors was therefore targeted.

On the one hand, it could be seen that the Summit geographically covered a wide range of sub-regional entities specialized in the issue of counter-terrorism, violent extremism and radicalization. These included the ECOWAS, ECCAS, AU, WAEMU, CEMAC, Council of the Entente, LCBC, G5 Sahel and the CEN-SAD to a certain extent.



L'appel adressé au système onusien vise à mobiliser autour de la thématique toutes les composantes des Nations Unies également actives sur le terrain de la lutte contre le terrorisme. Ont donc été conviés, les Bureaux des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, la MINUSMA et la MINUSCA.

- Une thématique précise et englobante

L'originalité de la rencontre de Lomé réside aussi et surtout dans la précision et la pertinence de sa thématique : « La Paix, la Stabilité, la Sécurité, et la Lutte contre le Terrorisme et l'Extrémisme Violent ».

Il n'est de doute que l'insécurité que connaît l'Afrique ces dernières années et qui se traduit par la recrudescence des actes terroristes, trouve une de ses sources dans la radicalisation, l'intolérance et l'extrémisme violent. Le mérite du Sommet de Lomé est d'avoir su singulariser la radicalisation et l'extrémisme violent comme sources d'insécurité et d'instabilité.

La démarche a de ce fait reçu un écho favorable auprès des organisations internationales, qui depuis plusieurs années cherchent dans le moyen terme à trouver des solutions durables à cette cause profonde et fertile du terrorisme.

- Un chronogramme adapté

La thématique a été traitée avec un chronogramme à la hauteur du défi. Elle a d'abord donné lieu à une réunion des experts les 10 et 11 juillet 2018 à laquelle ont pris part plusieurs spécialistes de la question du terrorisme. Cette réunion a, à travers ses débats, propositions et recommandations, permis d'arrêter une mouture consensuelle du Projet de Déclaration de Lomé consacrée à la thématique.

Le Conseil des ministres s'est, quant à lui, réuni le 28 juillet 2018 à Lomé, sous la co-présidence du Prof. Robert DUSSEY, Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO et de M. Régis IMMONGAULT TANGANI, Président du Conseil des Ministres de la CEEAC.

Il a ouvert la voie au Sommet qui a regroupé, le 30 juillet 2018, les Chefs d'Etat et de Gouvernement des deux espaces qui ont pris d'importantes résolutions

The call addressed to the UN system aimed to mobilize around the theme all UN components equally active in the field of the fight against terrorism. The United Nations Offices for West and Central Africa, MINUSMA and MINUSCA were invited.

- A specific and encompassing theme

The originality of the Lomé meeting also lies in the precision and relevance of its theme: «Peace, Stability, Security and the Fight against Terrorism and Violent Extremism».

There is no doubt that the insecurity that Africa has experienced in recent years, which is reflected in the resurgence of terrorist acts, finds one of its sources in radicalization, intolerance and violent extremism. The merit of the Lomé Summit is to have singled out radicalization and violent extremism as a source of insecurity and instability.

The approach has therefore received a favorable response from international organizations, which for several years have sought in the medium term to find lasting solutions to this root-cause of terrorism.

- An adapted chronogram

The theme was treated with a timeline at the height of the challenge. It first gave rise to a meeting of experts on 10 and 11 July 2018, in which several experts on the question of terrorism took part. This meeting, through its debates, proposals and recommendations, made it possible to draw up a consensual draft of the Draft Declaration of Lomé devoted to the theme.

The Council of Ministers, meanwhile, met on 28 July 2018 in Lomé, under the co-chair of Prof. Robert DUSSEY, President-in-office of the Council of Ministers of the ECOWAS and Mr. Régis IMMONGAULT TANGANI, President-in-office of the Council of Ministers of the ECCAS.

It paved the way for the high-level meeting that brought together, on 30 July 2018 the Heads of State and Government of the two zones who took impor-



Le Président Touadéra de la Centrafrique (extrême droite) / President Touadera of the Central African Republic (far right)



Le Président Vaz de la Guinée-Bissau et le Premier ministre Yang du Cameroun / President Vaz of Guinea-Bissau and Prime Minister Yang of Cameroon





Ouverture du sommet à Lomé, au Togo / Opening of the summit in Lomé, Togo

visant à soutenir les efforts de sensibilisation pour la paix et la tolérance.

Ils ont, à cet effet, signé une Déclaration conjointe qui retrace les grandes lignes de la volonté commune des deux entités de conjuguer leurs efforts pour une lutte plus pragmatique contre le terrorisme.

- Des conclusions satisfaisantes

Beaucoup s'accordent à dire que le Sommet CE-DEAO-CEEAC de Lomé a été un succès, au regard des décisions et résolutions qui y ont été prises à l'issue des travaux.

Sous la co-présidence de Leurs Excellences Faure Essozimna GNASSINGBE, Président en exercice de la CE-DEAO et Ali BONGO ONDIMBA, Président en exercice de la CEEAC, les travaux ont débouché sur la signature de la « Déclaration de Lomé sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent » dans les espaces CEDEAO et CEEAC.

Ils ont également instruit le Président de la Commission de la CEDEAO et le Secrétaire général de la CEEAC d'initier dans les meilleurs délais, des négociations entre les Etats des deux régions en vue de conclure et de mettre en œuvre des procédures d'entraide et de coopération judiciaire.

Les Chefs d'Etats ont, par ailleurs, réaffirmé leur volonté de renforcer mutuellement les capacités de leurs forces de défense et de sécurité dans le domaine de la formation du personnel, des exercices conjoints, du renseignement et du respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

A travers ce Sommet inédit, les deux espaces, parce que partageant les mêmes défis, ont voulu tracer la voie à suivre non seulement pour anticiper sur les menaces sécuritaires, mais également désamorcer les crises sociopolitiques qui en constituent la base.

B- La situation socio-politique

La présidence en exercice du Togo à la CEDEAO intervient à un moment où l'Organisation sous-régionale cherche des solutions idoines pour la résolution des crises ouvertes en vue d'assurer la stabilité à laquelle les populations aspirent si ardemment.

tant resolutions to support the efforts to raise awareness for peace and tolerance.

To this end, they signed a Joint Declaration outlining the common will of the two entities to combine their efforts for a more pragmatic fight against terrorism.

- Satisfactory conclusions

Many agree that the ECOWAS-ECCAS Lomé Summit was a success, in view of the decisions and resolutions that were taken at the end of the work.

Under the co-chairmanship of their Excellencies Faure Essozimna Gnassingbé, chairman of ECOWAS, and Ali Bongo Ondimba, chairman of ECCAS, the work culminated in the signing of the «Lomé Declaration on Peace, Security, Stability and the Fight against Terrorism and Violent Extremism in the ECOWAS and ECCAS areas».

They also instructed the President of the ECOWAS Commission and the Secretary General of the ECCAS to initiate as soon as possible negotiations between the States of the regions with a view to concluding and implementing mutual assistance and judicial cooperation procedures.

The Heads of State also reaffirmed their commitment to mutually strengthening the capabilities of their defense and security forces in the field of personnel training, joint exercises, intelligence and respect for the rules of human rights and international humanitarian law.

Through this unprecedented Summit, the two sub-regions, because they share the same challenges, wanted to chart the way forward not only to anticipate security threats, but also defuse the socio-political crises that form the basis.

B- The Sociopolitical situation

The current Togolese chairmanship of the ECOWAS came at a time when the sub-regional organization sought appropriate solutions for the resolution of open crises in order to ensure stability, to which people aspire so ardently.



Ainsi, la CEDEAO a dû faire face notamment à la crise politique en Guinée-Bissau (a), au Togo (b), mais également à certaines situations sociales et humanitaires auxquelles la sous-région a fait face (c).

a) La crise politique bissau-guinéenne

L'un des grands chantiers de la CEDEAO dont a hérité le Togo en prenant la présidence de l'institution communautaire est la résolution de la crise politique bissau-guinéenne qui dure depuis plusieurs années.

A la demande du Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, une délégation de haut niveau conduite par le Prof. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine de la République Togolaise, Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO et le Docteur Kiridi BANGOURA, Ministre d'Etat, Secrétaire général de la Présidence de la République de Guinée, Représentant le Médiateur Professeur Alpha CONDE, a effectué plusieurs missions à Bissau.

En effet, en raison du non-respect, par les parties prenantes en Guinée-Bissau, des clauses de l'Accord de Conakry, notamment la nomination d'un Premier ministre de consensus et la formation d'un Gouvernement inclusif, la CEDEAO a, après une série de mises en garde, annoncé le 1^{er} février 2018 l'entrée en vigueur immédiate des sanctions individuelles à l'encontre des personnes qui entravent le processus de sortie de crise.

Pour rappel, les turbulences politiques en Guinée-Bissau ont commencé depuis la mort du Président Malam Bacai Sanha le 09 janvier 2012, mais plus encore depuis la destitution en août 2015 par le Président José Mario Vaz de son Premier ministre, Domingos Simoes Pereira, chef du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) parti au pouvoir auquel M. Vaz appartient également.

Les efforts déployés par le chef de l'Etat Faure GNASSINGBE, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO dans la résolution de la crise bissau-guinéenne

Thus, ECOWAS had to deal with the political crisis in Guinea-Bissau (a), Togo (b), but also with certain social and humanitarian situations that it supported (c).

a) Bissau-Guinean political crisis

One of the great projects of the ECOWAS inherited by Togo when the latter was taking over the rotating presidency of the community institution was the resolution of the Bissau-Guinean political crisis that had been going on for several years.

At the request of the President-in-office of the Conference of Heads of State and Government of ECOWAS, a high-level delegation led by Prof. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration of the Togolese Republic, President-in-office of the Council of Ministers of ECOWAS and Dr. Kridi BANGOURA, Senior Minister, Secretary General of the Presidency of Guinea, representing the Mediator Professor Alpha Condé, carried out several missions in Bissau.

Indeed, following the non-compliance by stakeholders in Guinea-Bissau with the provisions of the Conakry Agreement, including the appointment of a consensus Prime Minister and the formation of an inclusive Government, ECOWAS, after a series of warnings, announced on 1 February 2018 the immediate entry into force of individual sanctions against individuals and organizations that hindered the process of ending the crisis.

As a reminder, the political turmoil in Guinea-Bissau began since the death of President Malam Bacai Sanha on 9 January 2012, but even more since President José Mario Vaz dismissed in August 2015 his Prime Minister, Domingos Simoes Pereira, leader of the African Party for the Independence of Guinea and Cape Verde (PAIGC) party in power, to which Mr. Vaz also belongs.

The efforts made by the Head of State Faure GNASSINGBE, President-in-Office of the Conference of Heads of State and Government of the ECOWAS in the resolution of the Bissau-Guinean crisis led him



Deux émissaires (Robert Dussey et Naby Youssouf Kiridi Bangoura, Ministre d'État, Secrétaire général de la présidence de Guinée) du Président Faure Gnassingbé et du Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée, Médiateur de la CEDEAO en Guinée-Bissau / Two emissaries (Robert Dussey and Naby Youssouf Kiridi Bangoura, Minister of State, Secretary General of the Office of the President of Guinea) of President Faure Gnassingbé and Prof. Alpha Condé, President of the Republic of Guinea, ECOWAS Mediator in Guinea-Bissau



Le nouveau gouvernement de la Guinée-Bissau issu de la médiation de la CEDEAO conduite par le Premier Ministre Aristides Gomez / The new government of Guinea-Bissau resulting from ECOWAS mediation led by Prime Minister Aristides Gomez



Interview devant la presse de Bissau à la sortie d'audience (De gauche à droite : Marcel de Souza, Ancien Président de la Commission de la CEDEAO, Robert Dussey et Kiridi Bangoura) / Interview with the Bissau press after the audience (From left to right: Marcel de Souza, Former President of the ECOWAS Commission, Robert Dussey and Kiridi Bangoura)

l'ont amené à convoquer en urgence un sommet extraordinaire à Lomé le 14 avril 2018 aux fins d'anticiper les tensions et de maintenir la stabilité dans la sous-région d'une part et d'inviter les pays membres à s'engager davantage en vue de réussir le pari de la paix au sein de la Communauté dont l'objectif premier est l'intégration et la croissance économique d'autre part.

Au terme de la session de Lomé, le Président bissau-guinéen José Mario Vaz, a assuré ses pairs qu'un nouveau Premier ministre de consensus sera nommé dans les jours suivants. Cette promesse fut réalisée le 17 avril 2018 avec la nomination d'Aristide Gomes comme Premier Ministre. Par ailleurs, les autorités bissau-guinéennes ont annoncé que des élections législatives se tiendront le 18 novembre 2018. Ces avancées saluées par la CEDEAO faisaient partie des exigences formulées ces derniers mois par l'Organisation pour une sortie de crise dans cet Etat et sont inscrites dans la feuille de route pour un retour à la normale en Guinée-Bissau.

Lomé pouvait être fier de constater que les efforts inlassables de l'ensemble des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO conjugués aux initiatives de facilitation fort louables menés au plan national en Guinée-Bissau ont créé les conditions idoines en vue d'une mise en œuvre effective de l'Accord de Conakry signé en octobre 2016.

C'est avec satisfaction que la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement tenue à Lomé le 31 juillet 2018 a noté la contribution financière d'un million de dollars américains de l'UEMOA pour la préparation des élections législatives en Guinée-Bissau et la décision de la CEDEAO d'y contribuer pour un montant de deux (02) millions de dollars américains.

Par ailleurs, la CEDEAO a décidé lors de ce sommet de lever les sanctions contre les personnes qui entravent la sortie de crise en Guinée-Bissau, suite au consensus qui a été trouvé par la classe politique bissau-guinéenne. Ces sanctions allaient des restrictions de voyage au gel des comptes bancaires de 19 personnalités bissau-guinéennes, accusées de faire obstacle à la résolution de l'impasse politique qui prévalait dans le pays depuis trois ans.

to urgently convene an extraordinary summit in Lomé on 14 April 2018 to anticipate tensions and maintain stability in the sub-region on the one hand and to invite member countries to become more engaged in order to succeed in establishing peace in the Community, whose primary objective is integration and economic growth on the other hand.

At the end of the Lomé session, President José Mario Vaz of Guinea-Bissau assured his peers that a new consensus Prime Minister would be appointed in the following days. This promise was achieved on 17 April 2018 with the appointment of Aristide Gomes as Prime Minister. In addition, the authorities of Guinea-Bissau announced that parliamentary elections would be held on 18 November 2018. This progress applauded by the ECOWAS was part of the demands made in recent months by the Organization for a way out of the crisis in that State and was registered in the roadmap for a return to a normal situation in Guinea-Bissau.

Lomé could be proud to see that the tireless efforts of all ECOWAS Heads of State and Government combined with the commendable national level facilitation initiatives in Guinea-Bissau created the right conditions for the effective implementation of the Conakry Agreements signed in October 2016.

The Conference of Heads of State and Government held in Lomé on 31 July 2018 therefore noted with satisfaction the financial contribution of one (01) million US dollars by the WAEMU for the preparation of the parliamentary elections in Guinea Bissau and the decision of the ECOWAS to contribute an amount of two (02) million US dollars.

In addition, the ECOWAS decided at this summit to lift the sanctions imposed on Guinea-Bissau, following the consensus reached by the political class of Guinea-Bissau. These sanctions ranged from travel restrictions to freezing the bank accounts of 19 prominent figures from Guinea-Bissau, who were accused of obstructing the resolution of the political stalemate that prevailed in the country for three years.



b) La situation socio-politique au Togo

Le 14 avril 2018, le Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur la situation en Guinée-Bissau a désigné leurs Excellences Nana Akufo Addo du Ghana et le Professeur Alpha Condé de la Guinée comme facilitateurs dans la crise togolaise. Il les a invité à intensifier leurs efforts pour aider le Gouvernement et les acteurs politiques togolais dans la réalisation des réformes constitutionnelles dans le respect des délais légaux, des normes et principes de la démocratie et de l'Etat de droit.

Après avoir examiné le rapport présenté par les deux Facilitateurs dans le cadre du mandat qui leur a été confié, le sommet de la CEDEAO du 31 juillet 2018 tenu à Lomé les a félicité et a noté avec satisfaction les progrès et les acquis qui ont été enregistrés.

Il a en outre condamné tout recours à la violence, et appelé les acteurs politiques de même que la société civile à s'abstenir d'actes et de propos pouvant alimenter de nouvelles tensions et compromettre les efforts en cours.

Il a invité le Gouvernement et les acteurs politiques à œuvrer en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles en prenant en compte, entre autres, le mode de scrutin à deux tours pour l'élection présidentielle, la limitation à deux, du nombre de mandats présidentiels, la recomposition de la Cour constitutionnelle pour notamment revoir sa composition et limiter le nombre de mandat de ses membres, ainsi que le renforcement du processus électoral.

La conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a exhorté le Gouvernement togolais à procéder à la révision intégrale du fichier électoral en vue de l'organisation, le 20 décembre 2018, des élections législatives.

La Conférence a recommandé l'adoption des réformes par la voie parlementaire en vue d'accélérer le processus de leur mise en œuvre, ou le cas échéant, par des consultations électorales.

b) The socio-political situation in Togo

On 14 April 2018, the ECOWAS Extraordinary Summit on the situation in Guinea-Bissau and Togo appointed their Excellencies Nana Akufo Addo of Ghana and Professor Alpha Condé of Guinea as facilitators in the Togolese crisis. They were urged by the Summit to intensify their efforts to assist the Government and Togolese political actors in carrying out constitutional reforms in accordance with legal deadlines, norms and principles of democracy and the rule of law.

After reviewing the report presented by the two facilitators within the framework of their mandate on 31 July 2018 the ECOWAS summit held in Lomé praised them and noted with satisfaction the progress and achievements that were made.

The conference also condemned any use of violence, and called on political actors and civil society to refrain from actions and remarks that could fuel new tensions and undermine ongoing efforts.

It invited the Government and political actors to work towards the adoption of constitutional reforms, taking into account, among other things, the two-round voting system for the presidential election, the two-term limit on the office of the president, the reconstitution of the Constitutional Court, in particular to review its composition and limit the number of terms of office of its members, as well as the strengthening of the electoral process.

The Conference of Heads of State and Government urged the Togolese Government to carry out the complete revision of the electoral register with a view to organizing the parliamentary elections on 20 December 2018.

The Conference recommended the adoption of these reforms through parliamentary means with a view to speeding up the process of their implementation or, where appropriate via elections and referendums.



Ouverture de la réunion de la task force sur la monnaie Unique à Accra, au Ghana / Opening of the meeting of the Task Force on the Single Currency in Accra, Ghana

c) La situation sociale et humanitaire

Aux problèmes d'ordre politique s'ajoutent les catastrophes humanitaires causées le plus souvent par des catastrophes naturelles. Ainsi, durant la présidence en exercice du Togo à la tête de la CEDEAO, le Président Faure Essozimna GNASSINGBE a effectué le déplacement à Freetown pour apporter son soutien à son homologue sierra-léonais d'alors, M. Ernest Bai Koroma et transmettre aux populations de ce pays les condoléances du peuple togolais et de la sous-région après la tragédie occasionnée par des pluies diluviennes ayant fait plusieurs dizaines de morts.

Un bilan faisant état de plus de 400 morts dont 105 enfants, 600 disparus et près de 3000 sans-abris, fut dressé et le Chef de l'Etat n'a pas manqué d'inviter les Etats membres de la CEDEAO et toute la communauté internationale à faire montre d'une solidarité active aux côtés des victimes face à cette épreuve.

Dans le registre des fléaux sociaux, il s'avère important de mentionner la crise alimentaire que le Nigeria a connue. En guise de réponse, une aide alimentaire d'une valeur d'un million de dollars fut octroyée par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest au Nigeria le 02 août 2017. Le Président en exercice de la CEDEAO, le Chef de l'Etat togolais a lancé un appel aux pays membres en vue du renforcement de la coopération.

Cette situation d'insécurité alimentaire est en partie due aux exactions commises par le groupe islamiste Boko Haram dans le Nord-Est du Nigeria et à la baisse des cours du pétrole. C'est pour toutes ces raisons que le premier voyage du Chef de l'Etat togolais à la tête du regroupement communautaire l'a conduit d'abord à Abuja où il a échangé avec les autorités du pays, sur les priorités dans la sous-région.

Sous le haut patronage du Président en exercice de la CEDEAO, M. Faure Essozimna GNASSINGBE, et en présence de son homologue S.E.M. Issoufou Mahamadou, s'est tenu le 05 octobre 2017 à Niamey, au Niger, le Forum des Premières Dames de la CEDEAO sur la Fistule Obstétricale et la protection de l'Enfant.

c) The social and humanitarian situation

In addition to the political problems there are also humanitarian crises most often caused by natural disasters. Thus, during the Togolese presidency of the ECOWAS, President Faure Essozimna GNASSINGBE made a trip to Freetown to support his then Sierra Leonean counterpart, Mr. Ernest Bai Koroma, and transmit to the populations of this country the condolences of the Togolese and sub-region peoples after the tragedy caused by heavy rains that caused dozens of deaths.

A report showing more than 400 dead including 105 children, 600 missing and nearly 3000 homeless was drawn up and the Head of State did not fail to invite the ECOWAS member States and the entire international community to show solidarity vis-à-vis the victims in the face of those trying times.

In the record of social scourges, it is important to mention the food crisis that Nigeria has experienced. In response the Economic Community of West African States provided Nigeria food aid worth \$1 million on 2 August 2017. The current President of the ECOWAS, the Togolese Head of State appealed to member countries to strengthen cooperation.

This situation of food insecurity is partly due to the abuses committed by the Islamist group Boko Haram in north-eastern Nigeria and the decline in oil prices. It is for all these reasons that the first trip of the Togolese Head of State heading a community grouping led him to Abuja, where he exchanged with the authorities of the country on the priorities in the sub-region.

Under the patronage of Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the ECOWAS and in the presence of his counterpart H.E. Mr. Issoufou Mahamadou, the ECOWAS First Ladies Forum on the Obstetric Fistula and Child Protection was held on 05 October 2017 in Niamey, Niger.

En procédant officiellement à l'ouverture de ce Forum co-organisé par le Département des Affaires Sociales et Genre de la Commission de la CEDEAO et la Fondation « Tatali-Iyali » de la Première Dame du Niger, Dr Malika Issoufou Mahamadou, le Chef de l'Etat togolais a voulu démontrer l'importance qu'il accorde au bien-être des populations en promouvant l'éradication de la fistule obstétricale en Afrique de l'Ouest, le renforcement des Systèmes de Protection de l'Enfant, la prévention des violences, abus et exploitation des femmes ainsi que la lutte contre les Mutilations Génitales Féminines.

Ainsi, à l'occasion de cette rencontre, le Chef de l'Etat, dans son allocution d'ouverture, s'est félicité de l'initiative des premières dames de l'espace CEDEAO avant d'insister sur l'importance de la mutualisation des efforts de tous les pays de la sous-région en faveur de l'amélioration de la santé maternelle et infantile et la promotion du genre.

Selon le Président en exercice de la CEDEAO, la question de la fistule obstétricale est une douleur non seulement pour les femmes atteintes et leurs proches, « mais également pour nous tous, en ce qu'elle constitue un problème majeur de santé publique et de société ».

Il a, dans ce sens, réaffirmé la volonté de ses pairs à soutenir et à accompagner davantage les programmes de développement social, notamment celui du Centre de la CEDEAO pour le développement du genre (CCDG) en matière de prévention, de prise en charge et de réinsertion des femmes victimes surtout des fistules obstétricales, des mutilations génitales et des violences basées sur le genre.

S'agissant de la traite humaine, le Président en exercice de la CEDEAO s'est insurgé contre les pratiques en Libye objet d'un point de discussion à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine.

Pour le Président Faure Essozimna GNASSINGBE, il est inadmissible que de telles pratiques aient cours au 21^{ème} siècle et il a, au nom de la CEDEAO, exprimé son amertume et son indignation face à ce qu'il considère comme une infamie que rien ne pourrait justifier en ce 21^{ème} siècle.

By formally opening this Forum, which was co-organized by the Department of Social Affairs and Gender of the ECOWAS Commission and the Foundation "Tatali-Iyali" of the First Lady of Niger, Dr. Malika Issoufou Mahamadou, the Togolese Head of State wanted to demonstrate the importance he attached to well-being of the peoples by promoting the eradication of obstetric fistula in West Africa, strengthening of Child Protection Systems, prevention of violence, abuse and exploitation of women and the fight against Female Genital Mutilation.

Thus, on the occasion of this meeting, the Head of State, in his opening speech, welcomed the initiative of the first ladies of the ECOWAS space before insisting on the importance for all the countries of the sub-region to pool their efforts for the improvement of maternal and child health and promotion of gender.

According to the President of the ECOWAS, the issue of obstetric fistula is an absolute pain not only for the affected women and their loved ones, "but also for all of us, for it represents a major public health and a societal problem".

In this regard, he reaffirmed the willingness of his peers to support and accompany social development programmes, particularly the ECOWAS Center for Gender Development (CCDG), in the areas of prevention, care and support and reintegration for women victims mainly of obstetric fistula, genital mutilation and gender-based violence.

Regarding human trafficking, the President of the ECOWAS vigorously took a stand against some practices in Libya, which was the subject of a discussion point at the African Union Conference of Heads of State and Government.

For President Faure Essozimna GNASSINGBE, it is unacceptable that such practices prevail in the 21st century and he, on behalf of the ECOWAS, expressed his bitterness and indignation about what he considers an infamy that nothing could justify in this 21st century.



En sa qualité de Président en exercice de la Communauté ouest-africaine, il s'est aussitôt concerté avec ses pairs et des mesures hardies ont été prises contre ce phénomène affligeant pour le continent et pour l'humanité tout entière.

III/ L'intégration au cœur du mandat du Togo à la tête de la CEDEAO

A- La mise en œuvre de programmes intégrateurs

Deux chantiers principaux, signes palpables d'une dynamique intégrative en pleine évolution, ont retenu l'attention du Togo au cours de sa présidence en exercice. Il s'agit de la libre circulation des personnes et des biens (a) et du projet de la monnaie unique de la CEDEAO (b).

a- La libre circulation des personnes, des biens et des capitaux

La libre circulation des personnes, des biens et des capitaux dans l'espace communautaire CEDEAO a été le premier chantier du Chef de l'Etat togolais à sa prise de fonction en tant que Président en exercice de l'instance suprême de la Communauté.

Déjà à la tribune du 51^{ème} Sommet de l'Organisation, qui consacrait son élection, le Chef de l'Etat togolais déclarait : « *Il nous faut maintenant opérer des sauts qualitatifs vers notre objectif unique qui est de faire de notre organisation une CEDEAO des peuples. Il nous faudra sans plus tarder enlever les dernières barrières au brassage et à l'imbrication de nos populations, responsabiliser notre jeunesse en encourageant sa mobilité économique dans l'espace régional, mettre à contribution nos hommes d'affaires, mettre à profit notre potentiel démographique (...). Autant de défis que nous devons relever ensemble pour l'épanouissement de nos populations* ».

Il joindra, quelques jours plus tard, l'acte à la parole, en entamant, dès le 08 juin 2017, des visites inopinées de terrain dont celle effectuée avec l'ancien Président de la Commission de la CEDEAO, Monsieur Marcel DE SOUZA, à la frontière Togo-Ghana à Aflao. L'objectif de cette visite était d'apprécier les pratiques douanières et policières dans l'application des principes de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes et des biens.

As current President of the West African Community, he immediately consulted his peers and they took bold steps against this distressing phenomenon for the continent and for the whole humanity.

III/ Integration at the heart of Togo's term of office at the ECOWAS presidency

A- Implementing integrative programmes

Two main projects – meaning tangible signs of an evolving integrative dynamics – required the attention of Togo during its ECOWAS presidency. It concerns the free movement of people and goods (a) and the project of single currency for the ECOWAS (b).

a- The free movement of persons, goods and capital

The free movement of persons, goods and capital in the ECOWAS community area was the first project of the Togolese Head of State when he took office as President-in-Office of the supreme body of the Community.

Already at the rostrum of the 51st Summit of the Organization, which ratified his election at the ECOWAS chairmanship, the Togolese Head of State said: “*We must now make qualitative leaps towards our unique goal of making our organization an ECOWAS of the peoples. Without further delay, we will have to remove the last barriers to the brewing and intertwining of our populations, empower our youth by encouraging its economic mobility in the regional area, involve our businessmen, take advantage of our demographic potential. (...) so many challenges that we must meet together for the development of our populations*”.

A few days later he matched his words with deeds, when by 8 June 2017 he began unannounced field visits including the one he carried out along with the former ECOWAS President of the Commission, Mr. Marcel DE SOUZA at the Togo-Ghana border at Aflao. The purpose of this visit was to assess customs and police practices in applying the ECOWAS principles on the free movement of people and goods.



Audience accordée par le Président Mohamed Ould Abdel Aziz de la Mauritanie à la délégation de la CEDEAO / Audience granted by President Mohamed Ould Abdel Aziz of Mauritania to the delegation of the ECOWAS



La délégation de la CEDEAO confirme l'accord d'association de la Mauritanie à la presse / The ECOWAS delegation confirms to the press the association agreement with Mauritania

En vue de faire du principe de la libre circulation une réalité, Lomé et Accra ont, conformément au mémorandum signé en juillet 2017 à la faveur de la 4^{ème} session de la Commission mixte de coopération entre les deux pays, décidé de l'ouverture permanente de leurs frontières terrestres, à compter du 1^{er} août 2017 afin de « faciliter la libre circulation des personnes et des échanges entre les deux pays ». Ils ont renforcé ce dispositif par la mise à disposition des services de moyens pour l'opérationnalisation des postes de contrôle juxtaposés à Cinkassé, Noépé et Aflao.

Ces mesures et cette volonté affichée par le Chef de l'Etat togolais sont venues confirmer la réputation dont jouit le Togo en matière de promotion de la libre circulation. En effet, le pays est classé depuis mai 2013 comme premier pays au niveau régional en matière de bonnes pratiques de transport et de transit routiers, avec un seul contrôle tous les 100 km².

D'ailleurs, les importants efforts du Gouvernement togolais dans le développement des infrastructures routières à caractère communautaire participent de cette volonté d'assurer à tous la libre circulation.

b- La question de la monnaie unique de la CEDEAO

L'idée d'une monnaie unique pour la CEDEAO a considérablement évolué au cours de la Présidence en exercice du Togo.

En effet, l'idée de la création d'une monnaie unique pour la zone CEDEAO est née à la suite de la Décision A/DEC/6/5/83 de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 06 mai 1983. Depuis cette date, le projet, qui prévoyait la mise en circulation de la monnaie CEDEAO à l'horizon 2000, est resté lettre morte.

Malgré la mise en place de la stratégie d'approche accélérée ayant abouti à la création de la zone monétaire ZMAO (Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest), de l'IMAO (Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest) et l'adoption de critères de convergence en 2015, la monnaie unique tant espérée tarde à voir le jour.

La lueur d'espoir apparaît, sous la présidence togolaise, à travers la tenue de la 5^{ème} réunion de la Task

In order to make the principle of freedom of movement a reality, in accordance with the memorandum signed in July 2017 during the 4th session of the Joint Commission for Cooperation between the two countries, Lomé and Accra decided to open permanently their land borders, from 1 August 2017 to « facilitate the free movement of persons and exchanges between the two countries ». They reinforced this system by providing the services with means for the operationalization of the juxtaposed checkpoints at Cinkassé, Noépé and Aflao.

These measures and the will displayed by the Togolese Head of State confirmed Togo's reputation as promoter of freedom of movement. Indeed, since May 2013, the country has been ranked as the first country at the regional level in terms of good transport and road transit practices, with only one (01) check point every 100 km.

Moreover, the important efforts of the Togolese Government in the development of community-based road infrastructures are part of this desire to ensure freedom of movement for all.

b- Regarding the issue of ECOWAS single currency

The idea of a single currency for the ECOWAS changed considerably during the current Chairmanship of Togo.

Indeed, the project of creation of a single currency for the ECOWAS zone was born as a result of the Decision A/DEC/6/5/83 by the Conference of the Heads of State and Government on 6 May 1983. Since that date the project, which provided for the circulation of the ECOWAS currency by the year 2000, remained a dead letter.

Despite the implementation of the accelerated approach strategy that led to the creation of the WAMZ monetary zone (West African Monetary Zone), the WAMI (West Africa Monetary Institute) and the adoption of convergence criteria in 2015, the long-awaited single currency is slow to emerge.

A glimmer of hope appears, under the Togolese chairmanship, during the 5th meeting of the ECOWAS



Force sur le programme de la monnaie unique de la CEDEAO le 19 février 2018 à Accra au Ghana.

Cette réunion a notamment permis d'adopter une feuille de route à travers laquelle les décideurs ont exprimé leur volonté de parvenir à la monnaie unique à l'horizon 2020.

La 6^{ème} réunion de cette Task Force présidentielle, qui s'est déroulée le 31 juillet 2018 en marge de la 53^{ème} session de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, a été l'occasion pour les Chefs d'Etat d'entériner cette feuille de route et de réaffirmer leur engagement à faire de la monnaie unique une réalité à l'horizon 2020.

Quoi qu'il en soit, la question de la monnaie apparaît aujourd'hui comme incontournable, surtout dans un contexte où le débat sur le franc CFA se fait de plus en plus insistant et que des pays appartenant à d'autres zones géographiques et utilisant des monnaies différentes affichent ouvertement leur désir d'adhérer à la CEDEAO.

B- L'ouverture de la CEDEAO à de nouveaux partenariats

Les dirigeants de la CEDEAO se sont prononcés, lors du sommet de Monrovia en juin 2017, sur la demande d'adhésion du Maroc à la CEDEAO, officiellement candidat depuis février 2017 à la suite de son retour en janvier au sein de l'Union africaine, ainsi que sur l'accord d'association avec la Mauritanie.

a- Intégration du Maroc dans la CEDEAO

Si la séquence politique qui est l'adhésion du Maroc à la CEDEAO a obtenu l'accord de principe des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, il n'en est pas de même d'une part pour la séquence juridique qui doit rendre cette adhésion effective et d'autre part pour la séquence technique au cours de laquelle il faudra négocier secteur par secteur.

Ainsi, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont instruit la Commission d'examiner les implications de l'adhésion du Royaume du Maroc à la CEDEAO au regard des dispositions des traités de l'institution communautaire. Les conclusions

Task Force on the Single Currency Programme held on 19 February 2018 in Accra, Ghana.

That meeting enabled the adoption of a roadmap, through which the decision-makers expressed their will to reach the single currency by 2020.

The 6th meeting of this Presidential Task Force, which took place on the morning of 31 July 2018 on the sidelines of the 53rd Session of the Conference of Heads of State and Government of the ECOWAS, was an opportunity for the Heads of State to endorse this roadmap and to reaffirm their commitment to making the single currency a reality by 2020.

However, the currency issue appears today as unavoidable, especially in a context of the debate on the CFA franc becoming more and more insistent and the eagerness openly shown by some countries belonging to other geographical areas and using diverse currencies to join the ECOWAS.

B- The ECOWAS opening to new partnerships

The ECOWAS leaders made their decision, during the Monrovia Summit in June 2017, on Morocco's application to join the ECOWAS, formally candidate since February 2017 following its return to the African Union in January as well as on the Association Agreement with Mauritania.

a- Morocco joining ECOWAS

If the political sequence i.e. the accession of Morocco to the ECOWAS obtained the agreement in principle of the Heads of State and Government of the ECOWAS, the same cannot be said, on the one hand, for the legal sequence that must make this membership effective and, on the other hand for the technical sequence, during which it will be necessary to negotiate sector by sector.

The Heads of State and Government of the ECOWAS, therefore, instructed the Commission to examine the implications of the Kingdom of Morocco's accession to the ECOWAS with regard to the provisions of the Community institution's treaties. The conclusions of the «ECOWAS study on the implica-



Le Président Buhari du Nigeria recevant le maillet / President Buhari of Nigeria receiving the gavel

de « l'étude de la CEDEAO sur les implications de l'adhésion du Maroc à la Communauté » réalisée en novembre 2017, ont exposé les implications de cette adhésion sur les plans politique, économique, commercial, agricole et industriel.

A cet égard, le Togo a proposé la mise en place d'un Comité ministériel de haut niveau chargé de réfléchir sur la levée des derniers obstacles et inquiétudes liés à l'adhésion du Maroc à la CEDEAO.

b- L'effectivité de l'accord d'association avec la Mauritanie

La CEDEAO et la Mauritanie ont signé le 9 août 2017, en marge du forum Amérique-Afrique, un Accord d'association.

Cette convention a pour but de permettre la libre circulation des personnes et des biens, et de donner une nouvelle opportunité à l'économie mauritanienne qui pourra désormais bénéficier du marché de la CEDEAO riche de près de 350 millions de consommateurs. Elle n'est que la résultante des négociations entamées en mai 2017 entre la CEDEAO et les autorités mauritaniennes.

Au terme de leurs discussions, les deux parties sont parvenues à un texte consensuel de l'Accord d'association qui contribuera au rapprochement des populations de l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest et au renforcement des relations économiques et commerciales entre les Etats membres de la CEDEAO et la Mauritanie.

Ce renforcement s'inscrit dans le cadre de la consolidation des liens séculaires de fraternité, d'amitié et de bon voisinage existants entre les pays de la CEDEAO et la Mauritanie et de la mise en œuvre de la décision de la 44^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO des 28 et 29 mars 2014 de négocier un Accord d'association avec la Mauritanie. Il est important de rappeler que la Mauritanie a été membre fondateur de la CEDEAO en 1975 avant de s'en retirer en 2000.

A travers cet Accord d'association, les deux parties se sont engagées à renforcer leur coopération dans

tions of the accession of Morocco to the Community» carried out in November 2017 expose the concerns of this accession at the political, economic, commercial, agricultural and industrial levels.

In this regard, Togo proposed the establishment of a high-level ministerial committee to reflect on the removal of the remaining obstacles and concerns related to Morocco's accession to the ECOWAS.

b- Effectiveness of the Association Agreement with Mauritania

The ECOWAS and Mauritania signed on 9 August 2017, on the sidelines of the America-Africa Forum, an Association Agreement.

This convention aims to allow the free movement of people and goods and give a new opportunity to the Mauritanian economy that can now benefit from the ECOWAS market with nearly 350 million consumers. It is only the result of the negotiations started in May 2017 between the ECOWAS and the Mauritanian authorities.

At the end of their discussions, the two parties reached a consensual text of the Association Agreement, which will contribute to the rapprochement of the populations of the whole of the West Africa region and the strengthening of the economic and commercial relations between the ECOWAS Member States and Mauritania.

These new linkages are part of the strengthening of the century-long links of fraternity, friendship and good neighborliness existing between the ECOWAS countries and Mauritania, and the implementation of the decision of the 44th ordinary session of the Conference of Heads of State and Government of the ECOWAS, held on 28-29 March 2014, to negotiate an Association Agreement with Mauritania. It is important to remember that Mauritania was a founding member of the ECOWAS in 1975 before withdrawing from the organization in 2000.

Through this Association Agreement, the two parties undertook to strengthen their cooperation

plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment l'institution du libre-échange, l'application du tarif extérieur commun, la promotion de la libre circulation des personnes, le développement d'une politique commerciale commune ; toutes choses devant favoriser l'accroissement des échanges à l'intérieur de la région et la création du marché commun de l'Afrique de l'Ouest.

Le ministre togolais des Affaires étrangères, Prof. Robert DUSSEY, président en exercice du Conseil des ministres de la CEDEAO, a présidé le 27 octobre à Nouakchott, la première session du conseil d'association entre la Mauritanie et l'organisation ouest-africaine.

Le Conseil a souligné l'importance de cette association qui contribuera à accroître les échanges commerciaux entre les Etats et à stimuler l'investissement et le développement en Mauritanie.

La Mauritanie est invitée à adhérer le plus tôt possible au Tarif Extérieur Commun (TEC) et au schéma de libéralisation des échanges (SLE).

Conclusion

Il est loisible de constater avec le recul que le mandat du Togo à la présidence en exercice de la CEDEAO n'a pas été de tout repos.

En effet tous les grands dossiers indispensables à l'avancée de la Communauté ont pu recevoir, au cours du mandat du Togo, une attention particulière et ont connu des avancées significatives.

Du délicat chantier des réformes institutionnelles et budgétaires, en passant par l'épineuse question du terrorisme et des menaces à la paix, ainsi que la situation politique en Guinée-Bissau, le Togo aura été sur tous les fronts et dans toutes les démarches nécessaires à l'affermissement de l'intégration sous-régionale.

Au-delà des sondages et des déclarations officielles qui reconnaissent et félicitent le Togo pour

in several areas of common interest, including the establishment of free trade, application of the common external tariff, promotion of the free movement of people, development of a common commercial policy; all things that could promote increased trade within the region and the establishment of the West African Common Market.

The Togolese Minister of Foreign Affairs, Prof. Robert DUSSEY, President-in-Office of the ECOWAS Council of Ministers, chaired on 27 October in Nouakchott, the first session of the Association Council between Mauritania and the West African Organization.

The Council underlined the importance of this association, which will contribute to increase trade between the States and stimulate investment and development in Mauritania.

Mauritania is invited to accede as soon as possible the Common External Tariff (CET) and the ECOWAS Trade Liberalization Scheme (SLE).

Conclusion

It is clear, in hindsight, that the mandate of the Togolese presidency of the ECOWAS was not at all a quiet one.

Indeed, all major issues essential to the progress of the Community were given special attention during the Togolese chairmanship term of office and there was significant progress.

From the delicate task of institutional and budgetary reforms to the thorny issue of terrorism and threats to peace, as well as the political situation in Guinea Bissau and The Gambia, Togo was on all fronts and in all battles for the strengthening of sub-regional integration.

Beyond opinion polls and official statements acknowledging and congratulating Togo for its satis-



PAYS MEMBRES DE LA CEDEAO/ ECOWAS MEMBER COUNTRIES



son bilan satisfaisant à la tête de l'institution communautaire, ce sont les résultats et les faits qui plaident mieux pour la reconnaissance du travail accompli par la diplomatie togolaise.

En effet, c'est sous le mandat du Togo que la Guinée-Bissau a retrouvé la sérénité et s'apprête à fermer un chapitre tumultueux de sa vie politique avec l'organisation fin 2018 des élections législatives. C'est également sous le mandat du Togo que la Mauritanie a rejoint sa famille sous-régionale avec un accord d'association qui satisfait les deux parties et que la monnaie unique de la CEDEAO n'a jamais été aussi près de devenir une réalité. L'histoire retient, par ailleurs, que la diplomatie togolaise a également impulsé sous sa présidence en exercice la conception, la préparation et la tenue du Sommet inédit CEDEAO-CEEAC sur *la Paix, la Stabilité, la Sécurité, et la Lutte contre le Terrorisme et l'Extrémisme Violent*.

Fort de ces résultats, le mandat du Togo est en bon droit d'être gratifié des qualificatifs positifs par lesquels les analystes et observateurs avisés décrivent cette présidence. On retiendra, entre autres, que ce fut un mandat ambitieux, innovant, conciliateur et ferme selon les circonstances, et satisfaisant au regard de son bilan.

Il était un mandat ambitieux, au regard de la Feuille de route que le Togo a officiellement présenté juste au lendemain de son élection à la tête de l'organisation sous-régionale. Cette Feuille de route a, au final, tenu ses promesses car sur les quatre (04) domaines d'actions qu'elle a ciblés, notamment la paix et la sécurité, la libre circulation, l'économie et la santé, seule la dernière a plus ou moins échappé, pour des raisons de calendrier, à l'engagement du Togo pour une avancée de la CEDEAO dans tous les secteurs.

Le caractère novateur du mandat du Togo réside, a n'en point douter, dans le Sommet CEDEAO-CEEAC. Ce Sommet qui a été un véritable succès qui a comblé toutes les attentes constitue indubitablement une longueur d'avance prise sur l'insécurité dans les deux espaces.

factory account of its term at the chairmanship-in-Office of the Community institution, it is the results and facts that argue the best in favour of the recognition of the work done by Togolese diplomacy.

Indeed, it is under the mandate of Togo that Guinea-Bissau regained serenity and is preparing to close a tumultuous chapter of its political life with the organization of legislative elections late 2018. It is also under the mandate of Togo that Mauritania joined its sub-regional family with an association agreement that satisfies both parties and that the ECOWAS single currency had never been so close to becoming a reality. History will also record that Togolese diplomacy also promoted under its chairmanship-in-office the conception, preparation and holding of the unprecedented ECOWAS-ECCAS Summit on *Peace, Stability, Security, and the Fight against Terrorism and Violent Extremism*.

Based on these results, Togo's mandate is entitled to be rewarded positive adjectives by which informed analysts and observers describe this presidency. It should be noted, among other things, that it was an ambitious, innovative, conciliatory and firm mandate according to the circumstances, and satisfactory in terms of its positive results.

It was an ambitious mandate, in view of the Roadmap that Togo formally presented just after its election at the presidency-in-office of the sub-regional organization. This roadmap, eventually kept its promises because on the four (04) areas of action it targeted, including peace and security, freedom of movement, economy and health, only the last one escaped more or less, for reasons of timing and contingencies of time, from the commitment of Togo for a progress of the ECOWAS in all sectors.

The innovative nature of Togo's mandate undoubtedly lies in the ECOWAS-ECCAS Summit. This Summit was a real success that responded to all the expectations of the organizers and it ended on a note of hope and a precious advantage taken over insecurity in the two spaces.



Quant à son caractère conciliateur et ferme, il faut se référer au dossier bissau-guinéen pour s'en persuader véritablement. La CEDEAO a su, sous la détermination affichée de son Président en exercice, dénouer la crise dans ce pays en alternant les missions de conciliation et les sanctions ciblées à l'encontre des personnes qui entravaient la mise en œuvre de l'Accord de Conakry.

Un mandat **satisfaisant**, c'est du moins le sentiment unanimement partagé par tous, à l'heure du bilan au soir du 31 août 2018. Les mots choisis par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement pour remercier le Président en exercice sortant, à savoir « **engagement indéfectible** » et « **leadership exemplaire** » sont révélateurs et témoignent du satisfecit général qui se dégage à propos du mandat du Togo.

A présent que le Togo a passé le témoin au Nigeria à la tête de l'institution communautaire, son engagement et sa détermination à soutenir les projets visant à consolider les acquis de la CEDEAO sont plus qu'évidents.

Cette image d'un Togo et d'un Nigeria qui œuvrent à tout prix pour l'avenir de la CEDEAO rappelle opportunément les débuts de cette institution communautaire qui a pris progressivement son envol grâce aux efforts conjugués de ses Pères fondateurs.

Le Togo continuera de jouer pleinement sa part afin que l'élan de solidarité et de coopération puisse continuer de revigorer l'idéal d'intégration inclusive pour le bonheur des populations. ●

As for its **conciliatory and firm** character, it is necessary to refer to the Bissau-Guinean file to truly be convinced of it. The ECOWAS, at the urging of its current president and driven by steadfastness displayed by him, used the carrot and stick approach by alternating conciliation missions and targeted sanctions against some people who were hindering the Conakry Agreement.

This was a **satisfactory** mandate, at least according to the feeling unanimously shared by all, at the time of the assessment on the evening of 31 August 2018. The words chosen by the Conference of Heads of State and Government to thank the incumbent President in office such as «**unwavering commitment**» and «**exemplary leadership**» are highly revealing and reflect the general satisfaction that emerged here and there about Togo's mandate.

Now that Togo has passed the baton to Nigeria and has been succeeded by the latter at the presidency of the community institution, its commitment and determination to support projects aimed at consolidating the achievements of ECOWAS are more than obvious.

This image of Togo and Nigeria working at all costs for the future of the ECOWAS is so strangely reminiscent of the early days, when the Community institution took off, thanks to the united and combined efforts of the founding Fathers.

Togo will continue to play its full part so that the momentum of solidarity and cooperation can continue to reinvigorate the ideal of inclusive integration for the happiness of the populations. ●



TOGO 2017-2018

PRÉSIDENCE EN EXERCICE DE LA CEDEAO / PRESIDENCY IN OFFICE OF THE ECOWAS

Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine de la République Togolaise
Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration of the Togolese Republic

PRÉSIDENCE EN EXERCICE DE LA CEDEAO / PRESIDENCY IN OFFICE OF THE ECOWAS